



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Niger

Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural – Renforcement des Capacités Institutionnelles (IRDAR-RCI)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 15-30 avril 2013

Date du document: 16/05/2013

No. du Projet: 1443

No. du rapport: 3056-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et effets	5
D. État d'avancement de l'exécution du projet	14
E. Aspects fiduciaires	14
F. Durabilité	16
G. Autres aspects	17
H. Conclusion	19

Liste des illustrations

Figure 1: Décaissement du prêt/don FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

Liste des tableaux

Tableau 1: Réalisations physiques de l'IRDAR-RCI/PAC 2 dans la région de Maradi au 31/03/2013

Tableau 2: Etat d'avancement des MP infrastructures

Tableau 3: Nombre et valeur des MP par stade de mise en œuvre pour le PTBA 2013

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	21
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	29
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	39
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	41

Sigles et acronymes

ADL	Assistant au Développement Local
AGR	Activités Génératrices de Revenu
APE	Association des Parents d'élève
BC	Banque Céréalière
BM	Banque Mondiale
CDAP	Comité Départemental d'Approbation de Projets
CNC	Cellule Nationale de Coordination
COGES	Comités de Gestion
CRC	Cellule Régionale de Coordination
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DTF	Demande de Transfert de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FIL	Fonds d'Investissement Local
GEF/FEM	Global Environment Facility
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	German Agency for International Cooperation
GoN	Gouvernement du Niger
GRN/GDT	Gestion des Ressources Naturelles, Gestion Durable des Terres
GSC	Groupements Service Conseil
I3N	Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »
MAEP	Mini Adduction eau potable
MAG	Ministère de l'Agriculture
MP	Micro-projet
NEES	Note d'Evaluation Environnementale et Sociale
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
PAC2	Programme d'Appui Communautaire Phase 2
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDC	Plan de Développement Communal
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PIP	Programme d'investissement prioritaire
PM	Passation des Marchés
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAP	Rapport d'Achèvement du Projet
STD	Service Technique Déconcentré
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

A. Introduction¹

1. Du 15 au 30 avril 2013, une mission conjointe du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement du Niger a procédé à la septième supervision de l'IRDAR-RCI. L'objectif de la mission était d'appuyer la Cellule Nationale de Coordination (CNC) et la Cellule Régionale de Coordination (CRC) de Maradi dans la préparation de la phase d'achèvement, technique et financière du Projet IRDAR-RCI et établir une feuille de route conséquente pour les activités préparatoires, la rédaction du Rapport d'Achèvement du Projet (RAP) et la clôture du Projet. La mission devait également évaluer les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs du projet avec un examen approfondi des réalisations physiques, techniques et financières enregistrées à ce jour. En particulier, la mission devait apprécier les changements intervenus auprès des populations bénéficiaires (notamment le groupe cible, et plus en particulier les femmes et les jeunes) et formuler des recommandations et propositions pertinentes et faisables pour pérenniser les acquis du projet.

2. A Niamey, l'équipe de supervision a été reçue en début de mission par M. Assane Moumouni Dagna, Secrétaire Général Adjoint du Ministère de l'Agriculture (MAG) et M. Ousmane Oumarou, Directeur des Programmes et du Plan au Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire. Elle a tenu des séances de travail avec M. Assadeck Mohamed, Coordonnateur national du projet et les cadres de la CNC. La mission s'est ensuite rendue dans la zone d'intervention du projet où elle a rencontré M. Moussa Alhousseini, Gouverneur de la région de Maradi, son Secrétaire Général, M. Moussa Ibrahim et son Secrétaire Général Adjoint, M. Sidi Mahamane Koutayé. Elle a effectué des visites des réalisations en quatre groupes thématiques (renforcement des capacités, infrastructures, suivi-évaluation et gestion fiduciaire) et discuté avec les bénéficiaires du projet. La mission a également eu des séances de travail spécifiques avec la CRC et les partenaires du projet. A la fin des visites de terrain, une réunion de synthèse et de restitution de la mission aux autorités administratives, à la CRC et aux partenaires a été organisée. En outre, la mission a participé aux travaux de l'atelier de lancement technique du Projet de Petite Irrigation *Ruwanmu* qui s'est tenu à Maradi du 24 au 25 avril 2013.

3. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 30 avril 2013 à Niamey au cours d'une réunion de restitution présidée par M. Yayé Seydou, Directeur Général du Plan et regroupant les cadres de la CNC et de la CRC, et les représentants des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet.

4. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, aux équipes de coordination et de gestion du projet, aux autorités administratives et coutumières rencontrées sur le terrain au niveau régional, départemental et local, aux bénéficiaires et autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet pour leur disponibilité et la qualité des échanges.

5. L'IRDAR-RCI est entré en vigueur le 22 septembre 2009, pour une durée de quatre ans et son achèvement est prévu pour le 30 septembre 2013. Le montant global du financement FIDA est de 16 millions USD. Son objectif général est de contribuer au renforcement des mécanismes de gouvernance locale et de financements décentralisés permettant aux collectivités d'une part, d'accéder aux services sociaux de base, aux opportunités économiques centrées sur l'exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles, et d'autre part, d'améliorer les capacités des institutions – en particulier des communes - du secteur rural. Le Projet IRDAR-RCI a constitué un

¹ Composition de la mission: L'équipe FIDA était composée de M. Damien Ngendahayo, agronome, Chef de mission, Mme Oumou Wane Touré, expert-comptable et financier, M. Oussouby Touré, sociologue, M. Mamadou Maladho Barry, ingénieur du génie rural, Mme Lisa Hubert, économiste, M. Malam Kimé Moustapha et Issaka Souley, Assistants techniques nationaux. La partie gouvernementale était composée de M. Abdou Chaibou, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Saidou Amadou, Représentant du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, M. Moussa Hassanet M. Elhadj Mahaman Tassiou Sani, Représentants du MAG, M. Bello Ousmane et M. Moussa Ousseini, Représentants du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, M. Djibo Seyni, Représentant du Ministère de l'Elevage, M. Malangoni Ibrahim, Représentant du Ministère en charge de la Décentralisation, M. Boureima Boubacar, Représentant du Ministère de l'Equipement, M. Ali Namory Keita, bureau du groupement Art et Génie/CINTEC. M. Vincenzo Galastro, Chargé de portefeuille du FIDA pour le Niger, s'est joint à la mission à partir du 26 avril.

cofinancement au Programme d'Actions Communautaires (PAC 2), financé principalement par la Banque mondiale et le FEM (déjà achevé). Le financement FIDA – qui maintient l'appellation IRDAR-RCI – a été prioritairement focalisé sur la région de Maradi. Le Projet comporte 3 composantes, à savoir: (i) **le renforcement des capacités** qui inclut: le renforcement des capacités des communes et le renforcement du cadre institutionnel et juridique du développement local et communautaire; (ii) **le Fonds d'investissement local (FIL)**; et (iii) **la coordination et le suivi-évaluation du Projet**.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet

Appréciation globale de la stratégie et du cadre institutionnel de mise en œuvre du projet

6. La stratégie globale de mise en œuvre du projet se base sur l'approche à la demande (*demand-driven*), particulièrement pour la mise en œuvre du FIL. Comme mentionné par la dernière mission de supervision, cette approche est partiellement à l'origine des lenteurs enregistrées dans la préparation des microprojets (MP) qui représentent environ 70% du budget du projet. Dans le passé, le projet devait attendre la constitution d'une masse critique de dossiers de MP (DMP) avant d'organiser un Comité Départemental d'Approbation des Projets (CDAP) regroupant les représentants de tous les ministères présents au niveau départemental. Cette situation connaît aujourd'hui une évolution positive matérialisée par l'organisation des CDAP sectoriels constitués d'un nombre restreint de représentants des ministères directement concernés par les MP à examiner. Cette nouvelle démarche a déjà produit des résultats encourageants. En effet, au 31/03/2013, 31 MP étaient déjà décaissés et le décaissement pour 55 autres MP est attendu pour juillet 2013, soit un total de 86 MP qui devraient être décaissés en sept (7) mois (janvier à juillet 2013). A titre indicatif, le même nombre de MP avaient été décaissés en 12 mois pour l'année 2012.

7. L'approche à la demande est à la base d'une grande diversité des MP (infrastructures socio-économiques, activités génératrices de revenus, gestion de ressources naturelles) réalisées qui répondent aux besoins réels des populations. Bien que ces MP soient en cohérence avec les Plans de Développement Communaux (PDC), leurs effets et impacts sont limités au niveau des villages du fait que la priorité est accordée au nombre de villages bénéficiaires de MP plutôt qu'à la complémentarité de MP au sein d'un même village. C'est ainsi qu'il arrive qu'un village ne disposant pas d'une mini adduction d'eau potable (MAEP) bénéficie d'un centre de santé alors que ces deux (2) MP complémentaires devraient être regroupés au sein d'un même village pour créer plus d'impacts. **Les aspects de complémentarité des MP devraient retenir l'attention des projets futurs qui seront impliqués dans le financement de MP.**

Cohérence de la stratégie de la mise en œuvre du projet avec les politiques nationales

8. Le projet IRDAR-RCI s'intègre fortement à l'Initiative 3N (I3N) autant par ses objectifs que par sa démarche. En effet, le projet IRDAR-RCI, de par son objectif contribue particulièrement à garantir aux populations les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus (objectif global de l'I3N recherché à travers la réduction de la pauvreté et l'appui au processus de décentralisation au Niger). S'agissant de la démarche, les principes d'intervention du projet sont fortement liés à ceux de l'I3N, à savoir entre autres l'amélioration des capacités des communes à élaborer et à mettre en œuvre de manière participative des PDC et des plans d'investissements annuels (PIA), ce qui cadre bien avec les principes l'I3N relatifs au choix de la commune comme porte d'entrée des interventions et à la réduction de la dégradation des terres et la promotion de la gestion durable des terres. De même, il ressort que le projet IRDAR-RCI à travers sa composante A entre dans le cadre du programme d'investissement prioritaire (PIP) 11 relatif au Renforcement des capacités de mise en œuvre. Le projet s'insère ainsi dans l'axe stratégique 5 de l'I3N qui porte sur la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre.

9. En s'intégrant à l'I3N, le projet s'insère tout aussi bien dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d'orientations politiques et stratégiques, et dont l'I3N constitue le troisième axe. De même, en raison des liens dégagés et de la nature des

activités développées, le projet contribue à l'atteinte des OMD et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, de l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de l'OMD 7 sur l'environnement durable. Dans une moindre mesure, le projet contribue également à l'atteinte des OMD axés sur l'éducation et la santé à travers la construction des salles de classe et des centres de santé.

Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

10. Contrairement aux campagnes agricoles 2011 et 2012, la campagne 2012/13 enregistre un bilan céréalier brut au plan national excédentaire de 579.683 tonnes. Le bilan céréalier de la région de Maradi est excédentaire de 316.683 tonnes. Le projet a contribué significativement à la sécurité alimentaire de la région de Maradi à travers les MP relatifs aux Activités Génératrices de Revenus (petite irrigation, banques cérésières de soudure, banques d'intrants zootechniques, reconstitution du cheptel) et à la récupération des terres. En particulier, le *cash for work* utilisé dans le cadre des MP de récupération des terres a permis d'augmenter les revenus des bénéficiaires qui leur ont permis de passer la période de soudure et atténuer ainsi les souffrances des ménages. Ceci a contribué à stabiliser les hommes dans leurs villages pour s'occuper de la campagne agricole, et à diminuer l'exode rural pendant les travaux agricoles exigeants en main d'œuvre.

Appui à la décentralisation

11. Le projet IRDAR-RCI participe pour une part importante au développement communal et à la réduction de la pauvreté dans les communes d'intervention. En appuyant le cadre institutionnel des communes, en apportant l'appui conseil indispensable et en appuyant les investissements communaux, ce projet accompagne de manière significative les efforts de l'Etat dans le processus de décentralisation. Grâce à ces appuis, les organes communaux sont mieux préparés pour assumer leur mission dans la gestion administrative et financière des communes. Par le renforcement permanent de capacités, le projet a accompagné les collectivités territoriales de sa zone d'intervention en permettant aux acteurs locaux et régionaux l'acquisition de connaissances techniques et en gestion, et l'adoption de bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance locale.

Synergies existantes et potentielles avec les autres programmes/projets FIDA

12. Les synergies existantes et potentielles du projet avec les autres projets/programmes FIDA ont été développées en détail dans le dernier rapport de supervision. Ces synergies sont particulièrement notées pour ce qui concerne les PDC et les PIA, dont l'élaboration est appuyée par le projet, qui permettent aux autres projets/programmes FIDA de prioriser la mise en œuvre des activités retenues dans les PDC/PIA et qui sont éligibles à leur financement. Tout en n'interférant pas dans l'exécution directe des actions de développement appuyées par les projets/programmes FIDA, les communes gardent cependant la tutelle de ces actions conformément à leur mandat défini dans l'I3N. Ceci devrait garantir la durabilité de ces actions étant donné que les communes continueront à appuyer ces actions même après l'achèvement des projets/programmes FIDA. En renforçant les capacités des communes de la région de Maradi, l'IRDAR-RCI aura contribué à faciliter la collaboration future entre les communes concernées et les projets/programmes FIDA en voie de démarrage et futurs.

Ciblage et Suivi-Evaluation

13. La présente mission de supervision se déroule à une étape charnière pour l'IRDAR-RCI qui entame la phase d'achèvement de ses activités. Pour cette raison, la mission a accordé une attention particulière au défi de l'appropriation des actions du projet par les acteurs locaux chargés de leur pérennisation. De l'avis de la mission, la prise en compte de cette exigence est indispensable pour conforter les acquis qui ont été obtenus grâce à un ciblage pertinent des bénéficiaires des appuis du projet et à une stratégie d'intervention efficace.

14. En ce qui concerne le ciblage, il convient de souligner que la logique d'intervention du projet repose sur la réponse à une demande exprimée par les communautés de base, via les conseils communaux (requêtes de financement de MP formulés sur la base des PDC). Cette option en faveur

d'un ancrage dans la décentralisation a été complétée par l'orientation des appuis prioritairement en faveur des ménages ruraux les plus vulnérables. A cet effet, le PAC 2 s'est inspiré de l'expérience du PPILDA qui met l'accent sur un ciblage social et de genre permettant de garantir l'accès des groupes vulnérables aux opportunités offertes, à travers un processus d'auto-ciblage consensuel des bénéficiaires potentiels des activités génératrices de revenus (AGR).

15. La stratégie de ciblage adoptée a permis de fournir aux ménages en situation de vulnérabilité des appuis correspondant à leurs priorités et présentant une plus-value en termes d'amélioration de leurs conditions de vie et de leurs revenus. Pour l'essentiel, les actions menées par le PAC2 constituent un puissant levier pour préserver le patrimoine productif et les moyens d'existence des groupes cibles: reconstitution du cheptel, amélioration de la productivité agricole, accessibilité aux céréales et aux intrants zootechniques, formations, etc. Ces actions sont perçues comme étant un moyen efficace pour sortir les ménages de la précarité.

16. Les options stratégiques du projet sont largement appréciées parce qu'elles reposent sur l'exécution concomitante des actions de développement et des opérations d'urgence (financées dans le cadre du PUSADER) qui sont considérées comme nécessaires pour conforter les premières, lors des périodes de crise. Face à la fréquence des crises alimentaires auxquelles les populations sont confrontées, le défi ne porte plus sur le passage harmonieux entre l'urgence et le développement, mais plutôt sur l'articulation nécessaire de ces deux modes d'action, afin qu'ils puissent se renforcer mutuellement.

17. Dans le cadre de la phase d'achèvement, le focus du dispositif de suivi-évaluation devra porter sur l'analyse des effets et impacts des actions menées. Le suivi des résultats du projet a fourni des données importantes concernant l'augmentation des revenus des groupes cibles, le degré de satisfaction des ménages, l'inventaire des produits issus des MP, le nombre des bénéficiaires des activités de renforcement des capacités, etc. Ces données doivent être complétées par les résultats de l'évaluation finale des indicateurs de performance; ce qui permettra de mesurer leur évolution par rapport à la situation de référence établie en 2009. Ainsi, l'enquête sur l'évolution de la situation socio-économique d'un échantillon de ménages vulnérables bénéficiaires des appuis du projet permettra d'identifier les changements intervenus dans le classement des ménages par catégorie en fonction de leur degré de vulnérabilité.

18. La mission estime que les défis les plus importants à relever dans la perspective de la consolidation des acquis obtenus grâce à la mise en œuvre d'une démarche pertinente de ciblage et au choix judicieux des actions promues portent sur: (i) le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale afin qu'elle puisse fonctionner comme un levier de pérennisation des dynamiques enclenchées (mise en place d'un dispositif de supervision et de contrôle externe s'appuyant sur les services techniques déconcentrés, allocation de ressources financières dans le cadre des programmes d'investissements annuels, etc.); et (ii) le renforcement de la dynamique organisationnelle, en vue de favoriser la prise en charge collective de certains défis importants (approvisionnement en intrants, mise en marché des productions, articulation entre les stocks céréaliers de proximité et le dispositif national, etc.).

Pertinence des microprojets

19. La pertinence des MP a été notée, ceux-ci permettant de répondre à des besoins divers et centraux au niveau local: santé, scolarisation, institutions locales, activités productives, accès à l'eau, infrastructure routière, gestion des ressources naturelles, etc. Pour les AGR, les types de MP prédominants sont les banques céréalères, les banques d'intrants et la reconstitution du cheptel qui représentent 73% des MP financés de 2009 à mars 2013. Pour les infrastructures socio-économiques (ISE), la majorité des MP est constituée par les infrastructures liées à l'éducation et à l'eau ainsi que les sièges de communes et les mairies, avec 69% des MP de cette catégorie. La catégorie gestion des ressources naturelles/gestion des terres (GRN/GDT) est dominée à hauteur de 68% par le balisage de couloirs de passage et d'aires de pâturage.

Principales leçons tirées

20. Les premières années d'exécution du projet ont coïncidé avec une période d'instabilité politique qui a paralysé la mise en œuvre des activités de l'IRDAR-RCI pour un an. Ceci est partiellement à la base des retards enregistrés dans la mise en exécution des activités du projet. L'une des conséquences de cette instabilité politique est le renouvellement des élus qui fait que les conseillers communaux actuels sont entrés en fonction en juillet 2011. Comme ces conseillers disposent encore d'au moins trois ans avant la fin de leur mandat, il va falloir organiser des formations spécifiques pour eux, de préférence avant l'achèvement du projet, afin que leurs capacités dans les domaines spécifiques de leur mandat soient renforcées.

21. Le projet a contribué significativement au renforcement des capacités des communes en vue de les accompagner dans leurs rôles de maîtrise d'ouvrage. La mission a cependant noté un déficit notoire des ressources tant humaines que financières dans la plupart des communes, ce qui ne permet pas à ces communes de jouer pleinement leur rôle de maîtrise d'ouvrage. Malgré le plaidoyer du projet depuis quelques années auprès du MAG pour l'affectation des agents de développement local (ADL) dans les communes, cette affectation ne s'est pas encore matérialisée à ce jour. Quant au transfert des ressources financières, il faudra attendre l'opérationnalisation en cours de préparation de l'Agence Nationale de Financement des Investissements des Collectivités Territoriales (ANFICT) pour que ce transfert soit effectif. Le manque actuel des ressources au niveau des communes ne favorise pas l'atteinte de résultats escomptés dans le domaine de la maîtrise de l'ouvrage par les communes concernées.

Plan d'achèvement et de décaissement des fonds

22. Sur la base des activités prévues dans le PTBA 2013 et des fonds encore disponibles, la mission a appuyé le projet dans la préparation d'une feuille de route pour réaliser le plan d'achèvement des activités du projet et le plan de décaissement des fonds disponibles (voir annexe). **La mission recommande que les dates butoir retenues soient scrupuleusement respectées afin d'atteindre un taux d'exécution financière proche de 100% à la clôture du projet.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre la feuille de route sur les décaissements des MP et l'achèvement des activités du projet	CRC/CNC	Mai - Décembre 2013

C. Produits et effets

Composante A: Renforcement des capacités

23. **Exécution des PTBA 2012 et 2013.** Sur 60 activités prévues dans le PTBA 2012 au titre de la composante A, 47 ont été exécutées, soit un taux d'exécution de 80%. Le taux de décaissement effectif pour cette composante est estimé à 55% au 31 décembre 2012. Ce taux est relativement bas. Ceci serait dû à une surestimation du coût des activités exécutées au niveau central. En effet, le taux de décaissement des activités exécutées au niveau de la CRC est proche de 100%.

24. Les activités prévues dans le PTBA 2013 portent principalement sur: (i) le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet au niveau national; (ii) la participation d'une dizaine de cadres à des ateliers/séminaires internationaux; (iii) des ateliers communaux et intercommunaux pour renforcer les capacités des communes et des communautés à la base; (iv) des sessions des comités départementaux d'analyse des MP; (v) des consultations dans le cadre du rapport d'achèvement (RAP) du projet; (vi) des actions de communication et de renforcement de la stratégie 3N; et (vii) des missions d'appui-conseil de la CNC, de la CRC et des partenaires techniques. Sur 52 activités prévues, 22 ont été réalisées au 31 mars 2013, soit un taux d'exécution physique de 42%. Le taux effectif d'exécution financière de la composante A dans le cadre du PTBA 2013 est estimé à 16% au 31 mars 2013. **Ce taux est relativement bas. La mission recommande une revue des activités prévues au titre de la composante A afin d'axer les**

efforts du projet sur celles qui sont prioritaires pour le renforcement des capacités des communes et des communautés et qui pourront être réalisées avant le 30 septembre 2013.

25. **Réalisations cumulées.** Les principales activités de la composante A réalisées avec l'appui du projet pour la période de janvier 2009 au 31 mars 2013 sont reprises ci-dessous:

- Huit (8) communes ont élaboré leur Plan de Développement Communal (PDC) et 16 autres l'ont actualisé;
- 19 sessions des Comités Départementaux et Régionaux d'Approbation de Projets (CDAP/CRAP) ont analysé 351 DMP dont 331 ont été approuvés;
- 373 conventions de cofinancement ont été signées entre les communes et la CNC/la CRC;
- 220 comités de gestion (COGES) des MP ont été mis en place dont 190 sont formés et opérationnels;
- 107 acteurs communaux (maires et cadres de l'administration communale) formés sur divers thèmes relatifs à la maîtrise d'ouvrage communale (gestion financière, passation de marchés, etc.);
- 42 conseillers régionaux formés en élaboration du budget;
- 20 agents des ONG formés en élaboration des DMP;
- 15 Agents de développement local (ADL) et deux (2) consultants en génie civil mis à disposition des communes pour les appuyer dans la mise en œuvre des MP;
- Elaboration des outils méthodologiques incluant des guides sur la coopération décentralisée, la planification locale, le suivi-évaluation, la maîtrise d'ouvrage, la passation des marchés, et la communication communale;
- Elaboration et diffusion des textes législatifs et réglementaires;
- Réalisation d'une étude sur la performance des communes.

26. La mission note que certaines communes ne disposent pas de certains guides ci-dessus mentionnés et que la plupart de celles qui en disposent ne les utilisent pas. **Elle recommande que les guides manquants soient mis à la disposition des communes concernées et qu'une formation sur l'utilisation de ces guides accompagne leur diffusion. La mission recommande également l'élaboration d'un guide d'évaluation des performances des communes et la formation des acteurs concernés sur l'utilisation dudit guide.**

27. **Suivi des recommandations de juin 2012.** La mission note que quatre (4) recommandations sur sept (7) formulées par la mission de supervision de juin 2012 ont été partiellement mises en exécution: (i) quatre (4) CDAP sectoriels sur les infrastructures socio-économiques ont été organisés, ce qui a facilité l'analyse et l'approbation des DMP; (ii) le plaidoyer auprès du MAG pour l'affectation des ADL permanents aux communes d'intervention de l'IRDAR-RCI s'est poursuivi. La mission a été informée que l'affectation de ces agents pourrait être effective avant l'achèvement du projet; (iii) un voyage d'échanges inter communaux en gouvernance locale et mobilisation des ressources a été organisé pour les cadres communaux et d'autres voyages sont prévus avant l'achèvement du projet; (iv) la plupart des receveurs et personnels des mairies ont été formés à l'utilisation des procédures nationales, particulièrement les procédures de passation de marchés et gestion financière.

28. La recommandation de la dernière mission de supervision portant sur la formation des formateurs, à recruter dans les Directions Régionales ou Départementales afin qu'ils forment à leur tour le personnel des communes, n'a pas été réalisée et sa mise en exécution n'est pas prévue dans le PTBA 2013. L'exécution de cette recommandation devait permettre de démultiplier le nombre de personnels des communes formés et de renforcer ainsi les capacités des communes. La mission a été informée sur la forte mobilité des cadres des Directions Régionales et Départementales. De plus, la plupart de ces cadres n'ont pas les compétences requises pour dispenser les formations destinées aux personnels des communes. **La mission est d'avis que l'ENAAM et les services centraux concernés continuent à organiser les formations au niveau local à travers le réseau des formateurs disponibles. La priorité sera accordée à la formation de nouveaux ADL en cours de recrutement au MAG qui seront affectés aux communes.**

29. **Acquis du projet et actions prioritaires.** Il ressort des entretiens de la mission avec les élus locaux et les cadres de l'administration communale que beaucoup de formations ont été dispensées à ces acteurs. La valorisation de ces formations est reflétée par une amélioration des performances des communes dans les domaines de la gestion administrative et financière, la mobilisation des ressources et fiscalité, l'élaboration des MP, la planification et le suivi-évaluation, et la passation des marchés. Malgré les formations reçues, il existe une forte demande en formations/recyclages parmi les membres de l'exécutif communal et les conseillers communaux. Ceci est partiellement dû au fait que certains membres de l'exécutif et conseillers sont nouveaux et n'ont pas pu bénéficier des formations organisées par le projet. En particulier, les conseillers communaux actuels ont été mis en place en juillet 2011 et n'ont pas une bonne connaissance de leurs rôles. De plus, la plupart d'entre eux sont analphabètes. Compte tenu du peu de temps qui reste au projet avant son achèvement, les besoins non couverts par l'IRDAR-RCI en renforcement des capacités des communes pourront être pris en compte par le PAC 3 dont le démarrage est prévu en août 2013. **Les actions prioritaires à mener avant la date d'achèvement du projet portent sur: (i) des formations/recyclages techniques et en gestion ciblées aux membres de l'exécutif communal et aux services déconcentrés; (ii) des actions d'IEC (information, éducation et communication) en faveur des conseillers communaux sur leurs rôles et les rapports de collaboration avec l'exécutif; (iii) des recyclages des COGES en gestion et vie associative; et (iv) la formation sur la maîtrise d'ouvrage déléguée.**

30. Sur la base des séances de travail tenues avec l'exécutif et les conseillers communaux et des échanges avec l'équipe de la CNC/CRC ainsi que les autres parties prenantes, la mission estime que les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de la composante A sont concluants. La performance de la Composante A « Renforcement des capacités » est donc jugée **satisfaisante**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à la revue des activités prévues au titre de la composante A	CNC et CRC	Mai 2013
Diffuser les guides manquants et former les communes sur leur utilisation	CNC et CRC	Juin-Juillet 2013
Elaboration d'un guide d'évaluation des performances des communes et former les acteurs concernés sur son utilisation	Ministère concerné	Juillet-Août 2013
S'accorder avec les communes sur les actions prioritaires ci-dessus mentionnées et les réaliser avant l'achèvement du projet	CNC et CRC et Ministères concernés	Phase d'achèvement

Composante B: Fonds d'investissement Local (FIL)

31. Au 31 mars 2013, le projet a financé sur fonds FIDA 349 MP à travers le FIL dans la région de Maradi. L'objectif fixé lors de la mission de revue à mi-parcours était de financer 423 MP dans la région de Maradi. Le taux de réalisation physique global de la sous-composante B est donc de 88%. Sur un montant global alloué de FCFA 5,6 milliards sur financement FIDA, un total de FCFA 3,7 milliards a été décaissé. Le taux de réalisation financière total est donc de 66%. Le plan d'achèvement établi par le projet a été amélioré lors de la présente mission avec un plan de décaissement pour permettre le décaissement de l'ensemble des fonds avant la date d'achèvement (septembre 2013).

**Tableau 1: Réalisations physiques de l'IRDAR-RCI/PAC 2 dans la région de Maradi
au 31/03/2013**

Type de microprojet	MP réalisés 2009	MP réalisés 2010	MP réalisés 2011	MP réalisés 2012	MP réalisés 2013 (31 mars)	Cumul 2009-2013 (31 mars)
Infrastructure socioéconomique (ISE)	7	18	30	52	24	131
Activités génératrices de revenus (AGR)	24	72	63	24	5	188
Gestion des ressources naturelles (GRN)	4	4	10	10	2	30
TOTAL	35	94	103	86	31	349

Source: CRC Maradi

32. **Réalisation physique et financière du PTBA 2013.** Le PTBA 2013 prévoit le financement de 86 MP pour un montant de 1,7 milliards FCFA. Au 31 mars 2013, 31 MP ont été réalisés dans la région au cours du premier trimestre pour un montant de 0,88 milliards FCFA décaissés. Pour la composante B, le taux de réalisation physique du PTBA 2013 est donc de 36% et le taux de réalisation financière de 52%. Pour le financement FIDA, le taux de réalisation financière est de 38% avec un total de FCFA 0,62 milliards décaissés pour un budget alloué de FCFA 1,66 milliards après réallocation.

33. L'accélération du processus de décaissement des MP a été notée avec des efforts entrepris aux différentes étapes de leur mise en œuvre suite aux recommandations des missions précédentes qui ont été en grande partie suivies. Le bilan des infrastructures achevées et livrées aux bénéficiaires se présente comme suit: (i) au niveau des infrastructures scolaires qui bénéficieront à 3 050 enfants, 66 classes sont réceptionnées et 9 autres sont en cours de construction. A ces classes s'ajoutent (i) 92 centres d'alphabétisation qui ont été aménagés pour administrer les activités d'alphabétisation; (ii) infrastructures sanitaires qui regroupent les CSI et les maternités: 7 infrastructures réceptionnées et 3 en cours de construction au profit de 3 060 bénéficiaires; (iii) infrastructures hydrauliques qui regroupent les puits et les mini – AEP: 9 ouvrages sont réceptionnés et 13 en cours de construction; (iv) infrastructures socio-économiques: 17 sièges de communes réceptionnés et 3 en cours, 6 marchés à bétail dont 4 achevés, 4 abattoirs achevés. Plusieurs autres MP portant sur l'extension de réseaux d'eau sur 790 ml et 313 ml de mur de clôture de sièges ont été construits.

Tableau 2: Etat d'avancement des MP infrastructures

N°	Types de MP	Réceptionnés	En cours	DTF	Total	%
1	Sièges de Mairie	17	3	3	23	22
2	Puits	4	10	5	19	18
3	MAEP	5	3	1	9	8,6
4	CSI-Maternité	7	3	-	10	9,5
5	Marché à bétail	4	2	-	6	5,7
6	Abattoirs	4	2	-	6	5,7
7	Ecoles primaires	22	3	7	32	30,5%
8	Total	63	26	16	105	
9	Pourcentage	60%	24,76%	15,24%	-	100%

34. Les chiffres ci-dessus montrent que sur les 105 MP dans le secteur des infrastructures, 30,5% sont dans le secteur de l'éducation suivi des infrastructures hydrauliques qui représentent 26,7% et des sièges des mairies qui représentent environ 22%. Ces chiffres montrent que les communes investissent dans les secteurs prioritaires et en faveur surtout de l'éducation qui permettra de réduire le taux d'analphabétisme et de garantir la durabilité. Il ressort également que 60% des MP sont réceptionnés environ 25% sont en cours et 15,24% sont au stade de demande de transfert de fonds au niveau des communes. Ce taux de mise en œuvre est appréciable. Pour le volet infrastructures, il

reste environ 24 Dossiers d'appels d'offres à élaborer et à publier. Le consultant en infrastructures dont le contrat arrive à terme à la fin du mois de septembre et son assistant ont besoin d'un appui pour finaliser tous ces dossiers avant la fin de l'année 2013. Une feuille de route est en annexe et les propositions sont résumées dans le tableau ci-dessous pour finaliser l'ensemble des dossiers au cours de l'année 2013. **Pour ce faire, la mission recommande de mobiliser les deux ingénieurs du GR recrutés dans le cadre du Ruwanmu pour renforcer les consultants du PAC2 chargés de la préparation des dossiers d'appels d'offres (DAO) des microprojets en instance.**

35. Pour les microprojets AGR, les produits livrés depuis le début du projet sont les suivants: (i) pour les AGR diverses: 32 ha de petite irrigation ont été aménagés pour 100 personnes, 15 boutiques d'intrants établies approvisionnées bénéficiant à 2 625 personnes, 138 charrettes distribuées à 138 individus ainsi que 28 unités de culture attelée et 116 animaux de trait pour 88 personnes, 31 motopompes distribuées, 31 forages et 7 puits maraîchers construits, 68 banques céréalières mises en place avec un COGES pour 17 000 bénéficiaires et approvisionnées à hauteur de 540 tonnes, la formation de 476 COGES et de 476 membres; (ii) pour les AGR de production animale: 1 050 UBT bénéficiant à 1 050 personnes pour le déstockage des animaux, 18 811 caprins pour 8 666 personnes et 2 432 ovins pour 1 216 personnes dans le cadre de la reconstitution du cheptel, 478 ovins pour l'embouche pour 183 femmes, 26 boutiques d'intrants zootechniques et aliment bétail bénéficiant à 3 640 personnes et fournies avec 533 tonnes d'aliment; et (iii) pour les AGR halieutiques, artisanales et commerciales: 2 mares empoissonnées pour 80 personnes, 7 unités d'extraction d'arachide avec 68 tonnes d'arachide pour 540 femmes, 1 foyer féminin bénéficiant à 12 femmes (premières bénéficiaires). Les produits des MP de GDT/GRN sont les suivants: (i) pour la plantation d'acacia Sénégal, 536 128 plants produits et mis en terre par 25 personnes, 170 ha plantés; (ii) la récupération de 241 ha pour 320 personnes; (iii) le balisage de 30km de couloirs de passage; et (iv) la récupération et le balisage de 2 030ha d'aires de pâturage.

36. **Plan de décaissement.** Afin d'assurer le décaissement de la Composante B avant la date d'achèvement de projet, un plan de décaissement a été élaboré par l'équipe de la CRC avec l'appui de la mission. 55 MP sont à diverses phases de traitement: (i) 5 en attente de décaissement au niveau de la CRC et de la CNC; (ii) 4 prêts pour un décaissement rapide (dossier transféré par le PUSADER); (iii) 11 en instance au niveau des communes; (iv) 6 dont la passation de marché a été validée; (v) 12 en processus de passation de marché; et (vi) 17 dont le DAO en cours d'élaboration ou élaborée. Des études BREEI et techniques pour les pistes rurales sont également en cours (4).

Tableau 3: Nombre et valeur des MP par stade de mise en œuvre pour le PTBA 2013

Stade de mise en œuvre	Nombre	Montant (part FIDA)	Échéance de décaissement
Microprojets réalisés (décaissés)	31	625 882 721	Décaissés
Microprojets en cours	55	1 387 227 070	
<i>En instance niveau CNC/CRC à payer</i>	5	93 531 220	Immédiat
<i>Achat de chèvres (MP PUSADER)</i>	4	148 000 000	Mai
<i>En instance niveau commune</i>	11	223 545 850	Mai
<i>Passation de marché validée</i>	6	196 200 000	Mai
<i>En passation de marché</i>	12	256 350 000	Juin
<i>En stade d'élaboration de DAO ou DAO élaborée</i>	17	469 600 000	Juillet-août
Mission BREEI et études pistes	4	96 000 000	Mai-juin
Cumul MP réalisés et en cours	86	2 109 109 791	
Prévision PTBA 2013 incluant le montant complémentaire	86	1 965 209 813	

Source: Calcul de la mission sur la base de données fournie par la CRC Maradi

37. Une réunion avec les communes a été organisée à la CRC pendant la mission en présence du coordinateur national afin de sensibiliser les maires sur ces aspects, notamment la nécessité de produire des DAO et conduire des passations de marché de qualité ainsi que la mobilisation rapide de la contribution des bénéficiaires².

38. **Les recommandations pour le décaissement de la composante B sont les suivantes: (i) la mise en œuvre du plan de décaissement présenté précédemment; et (ii) l'exécution de tous les MP (travaux) avant la date d'achèvement pour ceux décaissés avant août 2013.** Pour ce faire, les mesures à prendre sont les suivantes sur le plan de la mise en œuvre: **(iv) la prolongation des contrats des ADL et des consultants en génie civil jusqu'à décembre; (v) l'appui des deux techniciens GR du Ruwanmu à la CRC pendant un mois à temps complet (mai); (vi) le recrutement d'un nouveau consultant en passation des marchés basé à Maradi, qui pourra, en collaboration avec le Contrôleur Interne Régional et le Contrôleur Interne National, vérifier et valider tous les DMP; (vii) l'organisation de missions pour aider les communes dans la préparation des Demandes de Transfert de Fonds (DTF).**

39. **Mise en œuvre.** Pour financer les MP socio-économiques et les AGR, le PAC2 a transféré les ressources du FIL dans les budgets des communes bénéficiaires qui les ont gérés conformément aux procédures comptables publiques.

40. Le mécanisme de mise en œuvre des MP s'est amélioré progressivement notamment grâce aux effets de la composante A en termes de renforcement des capacités et l'appui des ADL auprès des communes. Les ADL ont en effet constitué un élément important dans l'amélioration de la mise en œuvre comme le recommandait la dernière mission de supervision. Certaines contraintes ont cependant continué à constituer des freins telles que le niveau général des capacités des communes (nouveaux élus, etc.), le processus long faisant intervenir de nombreux acteurs (communes, prestataires, CRC, CNC, etc.), etc. Enfin, quelques défauts ont été observés par exemple dans l'acquisition d'animaux sans la participation des bénéficiaires dans le processus d'achat, mais dans la majorité des cas les MP semblent recueillir la satisfaction des bénéficiaires.

41. **Suivi technique et financier.** Dans le cadre des MP, de multiples suivis ont été opérés pour garantir la pertinence des MP, le respect des délais d'exécution, la qualité des travaux, la formation des COGES, etc. Les ADL permettent d'appuyer la CRC dans l'appui et le suivi régulier des MP.

42. Afin de contrôler la qualité des infrastructures et produits livrés aux bénéficiaires, les services de l'inspection des Ministères techniques concernés, ont organisé plusieurs missions d'audit techniques parallèlement à des missions d'audit comptable et financier réalisées par des cabinets indépendants. Il ressort des rapports d'audit technique que l'analyse des études techniques a été faite par rapport aux normes des politiques sectorielles spécifiques aux différents types d'infrastructures (scolaires, sanitaires, hydrauliques, administratives, etc.). Le contrôle qualité des travaux réalisés a été effectué sur la base des observations physiques de l'infrastructure en question, des plans d'exécution des travaux et autres documents disponibles (PV de chantier, cahiers de chantier, etc.). Les missions ont également mené des investigations sur le respect des mesures de sauvegarde environnementale en vue d'apprécier les mesures d'atténuation des impacts négatifs liés à la réalisation des MP, ainsi que les améliorations à y apporter.

43. Les MP font également l'objet de missions pluridisciplinaires de suivi par les services techniques déconcentrés (STD) qui sont réalisées annuellement par les services concernées (DRA, DRE, DRH, etc.). A cet égard, dans le cas des banques céréalières, un suivi est réalisé par les services régionaux de la DAC/POR qui effectuait au moment de la présente mission un suivi des banques céréalières financées en 2012, le dernier rapport datant de fin 2011.

² Si pour les AGR, le projet ne dénote pas de problèmes liés à la mobilisation de la contribution des bénéficiaires, elle est plus longue pour les microprojets d'infrastructures dont les montants sont élevés.

44. **Structures de gestion (COGES).** La mission a noté que les politiques sectorielles de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires notamment scolaires, sanitaires, et de l'hydraulique, ont défini les cadres institutionnels organisationnel et réglementaire et les structures de gestion pour la pérennisation des services sont mises en place. Les COGES sont organisés autour des usagers et s'appuient sur les communautés de base. On note la mise en place de plusieurs structures comme les Associations des parents d'élèves (APE) et les COGES au niveau des écoles, les Comités de santé et d'hygiène au niveau des infrastructures sanitaires, les comités de gestion des points d'eau, les associations des usagers du service public de l'eau au niveau des infrastructures hydrauliques et les comités de gestion des banques céréalières. Des formations de recyclage sont actuellement conduites par les ADL dans l'ensemble des communes après que ces derniers aient été préalablement formés en la matière. Ces recyclages portent sur: (i) les rôles et attributions des COGES; et (ii) les outils de gestion et de suivi. Ils incluent des exercices pratiques. Dans le cadre du processus d'achèvement, une étude sera conduite spécifiquement sur les COGES (fonctionnement, durabilité, etc.). Sur les 47 communes d'intervention de la région de Maradi, 11 ont déjà été couvertes.

45. Si globalement les COGES des infrastructures sont mis en place et formés, le transfert des attributions et compétences au niveau local, non accompagné du transfert de ressources financières, ne facilite pas le financement de l'entretien des infrastructures réalisées. La faiblesse du recouvrement des impôts et taxes locaux ne favorise pas la prise en charge de coûts d'entretien pour les MP d'infrastructure socio-économique.

46. **Suivi des recommandations.** Sur les 7 recommandations de la dernière mission de supervision, 4 ont été mises en œuvre et 2 sont en cours. Sur le plan de la mise en œuvre et du suivi des MP, deux consultants en génie civil appuient les communes en termes de suivi technique de l'exécution des travaux et celles-ci reçoivent également l'appui du consultant en passation de marché. Leur contrat court jusqu'à septembre 2013 ce qui devrait contribuer à assurer l'exécution des travaux avant la date d'achèvement. Les 11 ADL³ mis en place par le projet permettent la coordination de la mise en œuvre sur le terrain comme cela avait été recommandé.

47. Pour les COGES, les commissaires aux comptes n'ont pas reçu de formation spécifique, il s'agit de la seule recommandation qui n'a pas été suivie. Les ADL sont en train de procéder à un recyclage de tous les COGES comme mentionné précédemment. Ces recyclages sont l'occasion de sensibiliser les COGES sur la redéfinition des règles de gestion de stock pour faire bénéficier les catégories des plus vulnérables, recommandation de la dernière supervision.

48. Concernant les banques céréalières, celles-ci ont été renforcées via un appui du PAM à raison de 5 tonnes de riz par BC en 2012. Pour 2013, le PAC2 procèdera au renforcement des 28 BC établies en 2012 à travers des approvisionnements additionnels de l'ordre de 10 tonnes de céréales.

49. Sur la base des visites de terrain, de la lecture des rapports d'audit technique et financier et des échanges avec l'équipe de la CRC ainsi que les parties prenantes, la mission estime que les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du FIL sont concluants. La performance de la Composante B « Fonds d'Investissement Local » est jugée **satisfaisante**.

³ 15 avaient été recrutés mais 4 ont démissionné pour un autre emploi

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre le plan de décaissement proposé	CRC/CNC	Immédiat - continu
Prolonger le contrat des ADL jusqu'à décembre 2013 pour assurer la mise en œuvre des MP	CRC/CNC	Juin 2013
Mobiliser les deux techniciens génie rural du <i>Ruwanmu</i> pour la mise en œuvre des MP (1 mois)	CNC	Immédiat
Recruter un nouveau consultant en passation des marchés basé à Maradi	CNC	Immédiat
Prendre en charge de manière exceptionnelle les frais de publicité et de multiplication des DAO pour éviter tout retard	CNC/CRC	Immédiat
Organiser au niveau régional (Maradi) la validation des toutes les propositions d'adjudication en présence du spécialiste de passation de marchés basé à Niamey	CNC	22 juillet 2013
Organiser des missions d'état des lieux des mini AEP approuvés depuis un an pour 2 villages Welezam et Kaywa	Ingénieurs GC RRSE, ADL	Mai 2013
Poursuivre la sensibilisation par les COGES et les APE pour augmenter les effectifs des enfants scolarisés	COGES/APE	Immédiat – continu
Poursuivre le recyclage des COGES en incluant la sensibilisation sur les règles de gestion des stocks	ADL/CRC	Immédiat

Composante C: Coordination et gestion du programme

Gestion administrative

50. La gestion administrative du PAC2 est **satisfaisante**. Dans le contexte spécifique du PAC2 où les fonds sont virés aux communes après le processus de passation de marchés et vu que les pièces comptables finales ne sont pas envoyées au projet, le contrôle interne sur ces fonds doit être permanent et soutenu, surtout en cette phase d'achèvement où les délais sont courts. Le plan de mise en œuvre des micros projets permet de conclure que la date maximale de réalisation sera le 31 décembre 2013. Pour permettre de suivre ces réalisations, **la mission recommande d'autoriser le maintien de tout le personnel et des deux consultants génie civil permanents du projet jusqu'au 31 décembre 2013, et au-delà jusqu'au 31 mars 2014 pour le personnel clé.**

51. L'Agent de Développement Local (ADL) qui avait été formé en passation des marchés a obtenu un autre emploi et a quitté le projet. **La mission recommande d'organiser plusieurs missions à la CRC Maradi pour le consultant à temps partiel en passation de marchés (PM) et le Contrôleur Interne Principal (CIP) basés à la CNC, pour la vérification et la validation sur place des dossiers de passation élaborés, en collaboration avec le nouveau consultant PM à recruter à temps plein et qui sera basé à Maradi.**

Suivi-évaluation

52. **Dispositif de Suivi-Evaluation.** Le dispositif de suivi-évaluation mis en place au démarrage des activités du projet comporte des indicateurs de plusieurs niveaux de résultats qui ont été régulièrement renseignés. La mesure de ces indicateurs s'est appuyée sur des méthodes de collecte et d'analyse qui ont été conçues en fonction de la nature des données (enquêtes, exploitation des données statistiques produites par des institutions spécialisées, etc.). Les indicateurs de résultats sont renseignés pour suivre l'état d'avancement des actions menées. Les indicateurs d'effets et d'impacts renvoient aux résultats développementaux dont l'analyse doit être faite en fonction de la situation initiale que le projet se donne comme objectif de faire évoluer.

53. La mission constate que certains types d'impact du projet sont difficiles à repérer, en particulier ceux liés aux changements sociaux que le projet entend promouvoir par le renforcement des capacités des communes et des communautés. De même, la quantification en termes monétaires des

bénéfices associés à la satisfaction des besoins sociaux (amélioration de l'offre de soins de santé et d'éducation, accès à l'eau potable, etc.) requiert des dispositions très importantes.

54. **Indicateurs SYGRI.** La matrice du suivi-évaluation de l'année 2013 retrace l'évolution des indicateurs SYGRI et des cinq indicateurs de l'objectif de développement et de l'objectif global environnemental, en mettant l'accent sur: (i) le degré de satisfaction de la population par rapport à la mise en œuvre des PDC, à travers les PIA; (ii) l'appréciation portée sur la fourniture des services sociaux de base; (iii) l'augmentation du revenu des bénéficiaires; (iv) l'évolution des superficies de terres restaurées; et (v) la disponibilité du service de proximité chargé de la sécurisation foncière. L'analyse de la progression des différents indicateurs fait ressortir une évolution appréciable conduisant dans la plupart des cas à l'atteinte des valeurs ciblées. La mission estime qu'il faudra attendre d'avoir les résultats de l'évaluation finale des indicateurs de performance pour être en mesure de porter une appréciation plus fine quant à l'efficacité globale dans l'atteinte des résultats du projet.

55. Cette efficacité du projet est évaluée en termes d'atteinte des cibles visées sur toute la chaîne des résultats. S'agissant des intrants, activités et extrants, l'efficacité et l'efficience peuvent être mesurés de façon relativement facile. Pour ce qui concerne les effets à court, moyen et long termes, il s'agit de mesurer les changements d'état ou de condition des bénéficiaires résultant de l'utilisation des extrants. Dans le cas de figure du PAC 2 dont la stratégie d'intervention se fonde sur le principe de l'appui à la demande, les changements escomptés ne peuvent survenir que si certaines conditions sont réunies, à savoir: (i) la formulation d'une demande par les groupes cibles sous forme de MP; (ii) l'utilisation effective par les bénéficiaires des services et produits qui leur sont livrés.

56. **Cadre logique.** Une lecture globale des indicateurs de performance définis pour le suivi du cadre logique du projet a été faite sur la base de: (i) l'appréciation de la demande satisfaite (inventaire des produits/services livrés et dont l'utilisation par les bénéficiaires contribue à impulser les changements visés); (ii) la détermination de la valeur actuelle de l'indicateur sur la base de la méthode de calcul retenue; et (iii) l'analyse des progrès accomplis par rapport à la valeur de référence définie en 2008 et des tendances en ce qui concerne l'atteinte de la cible visée.

57. **Etat de mise en œuvre des recommandations.** Sur les six recommandations qui ont été formulées par la 6ème mission de supervision du projet, deux ont été mises en œuvre et concernent: (i) la mise en place du dispositif et des moyens financiers permettant d'opérationnaliser le guide pratique de suivi-évaluation des PDC; et (ii) la désignation au sein des communes des responsables du suivi-évaluation (secrétaires municipaux) et définition de leurs cahiers de charge. Quatre recommandations sont en cours d'exécution et portent sur: (i) la sensibilisation des communes afin qu'elles appuient les COGES et les commissaires aux comptes pour améliorer la gestion et le suivi des fonds de roulement des AGR qui permettent de lutter contre la pauvreté; (ii) la sensibilisation des communes afin qu'elles prévoient dans leur budget annuel des ressources affectées au suivi-évaluation local; (iii) l'analyse des données collectées par le dispositif de suivi-évaluation des activités des composantes A et des MP pour alimenter la préparation de la phase 3; et (iv) la poursuite de la mise en place de la base de données concernant les MP et les activités de renforcement des capacités, en mettant l'accent sur les initiatives engagées dans la région de Maradi.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder au remplacement du RAF dans les meilleurs délais	Coordonnateur National	Immédiat
Payer sur les fonds FIDA les frais de reprographie et de publicité des DAO	CRC	Immédiat
Organiser plusieurs missions de vérification et validation des dossiers de passation de marchés (microprojets) élaborés à Maradi	CNC et CRC	Continu
Conduire l'évaluation finale des indicateurs de performance	CNC	Phase d'achèvement

D. État d'avancement de l'exécution du projet

58. Le PAC2 a très bien progressé au fil des années sur le plan des décaissements. Sur le financement FIDA de 16 millions de dollars US, 9% ont été décaissés la première année, 23% la deuxième année, 33% la troisième année et 35% prévu sur cette dernière année et premier trimestre 2014. Sur les fonds FIDA, le taux d'exécution global est de 75% au 24 avril 2013. Par composante, ce taux est décomposé comme suit: A/ Renforcement des capacités: 66%, B/ Fonds d'investissement local (MP): 76% et C/ Coordination et Gestion: 86% après réallocation des fonds non alloués.

59. L'exécution du PTBA de l'année 2012 s'est élevé à 2,6 milliards CFA sur une prévision totale de 3,2 milliards F CFA, soit un taux d'exécution de 81%, ce qui est **satisfaisant**. A la date du 24/04/2013, le montant de l'exécution du PTBA de l'année 2013 s'élève à 751,6 millions F CFA sur une prévision totale de 2,7 milliards F CFA, soit un taux d'exécution de 29%. Le plan de décaissement du reliquat de ressources actuelles de 2 milliards F CFA est joint en annexe; il permettra d'atteindre un taux de 95% d'exécution du PTBA au 31 juillet 2013. Les 5% restants serviront à couvrir les charges jusqu'à la clôture du projet.

E. Aspects fiduciaires

60. **Gestion financière.** La gestion financière du PACII a été jugée **très satisfaisante** par la dernière mission, ce qui a été confirmé par le prix « Financial Management Award » reçu par le projet en janvier dernier à Rome. Le projet doit maintenir ce niveau de performance pour cette dernière phase de mise en œuvre. La mission a été informée que le RAF du *Ruwanmu* prendra également la fonction de RAF du PAC2.

61. Le plan de finalisation des DAO de MP permet de conclure que les derniers DMP feront l'objet de décaissement en juillet. Pour accélérer la mise à disposition (reprographie) des DAO au niveau des communes et leur publicité, **la mission recommande de payer sur les fonds FIDA les frais y afférant**. Les DAO seront intégralement remis aux communes qui se chargent de la vente. **La mission recommande également que le FIDA autorise le projet à payer les demandes de transfert de fonds (DTF) pour ces MP jusqu'au 31 juillet 2013.**

62. La bonne pratique de gestion financière par rapport aux fonds virés aux communes sera toujours respectée: il s'agit de l'obtention d'un quitus sous forme d'autorisation adressée à la banque par le projet, avant tout retrait par la commune.

63. Dans le contexte spécifique du PAC2 où les fonds sont virés aux communes et vu que la pièce justificative est constituée par la convention signée avec la commune après le processus de passation de marchés, il faudra que la date d'achèvement du 30 septembre 2013 soit la date à partir de laquelle aucune nouvelle convention ne sera signée avec les communes, ni aucun contrat signé entre la commune et ses prestataires. Mieux, comme indiqué plus haut, tous les décaissements au profit des communes sont programmés au plus tard à la date du 31 juillet 2013, selon le plan de finalisation des micros projets inclus dans le présent aide-mémoire. Cependant, suite à l'évaluation technique, 70% à 80% des montants décaissés correspondront à des réalisations effectives au 30 septembre au niveau des communes, mais 20% à 30% seront étalés entre octobre et décembre, le 31 décembre étant la date butoir à laquelle tous les micros projets devront être terminés. En effet, pour les puits par exemple, la réception ne peut se faire qu'après la saison des pluies et c'est un arrêté ministériel (Hydraulique) qui interdit de faire les mises en eau durant la saison pluvieuse. **La mission recommande d'autoriser le projet à considérer la date d'achèvement de certains micros projets par les communes après le 30 septembre, mais au plus tard au 31 décembre 2013.**

64. **Décaissements.** Les fonds FIDA dont le démarrage était en avril 2010 ont été décaissés à hauteur de 78,43%. Avec la DRF en instance envoyée au début du mois d'avril, le taux sera de 81%. Le financement IDA et FEM d'un total de 34,67 millions USD démarré en décembre 2008 présente des taux de décaissement de près de 100%. Le taux de décaissement du Gouvernement Nigérien est

de 41%. Le taux de mobilisation de la contribution des bénéficiaires est de 61%. Par ailleurs le projet a bénéficié d'une contribution de la part du PAM, non prévue dans le budget initial, pour un montant de 1,13 million USD.

65. **Exécution par catégorie.** Après la réallocation approuvée par le FIDA suite à la recommandation de la dernière mission, les taux d'exécution cumulée au 24 avril 2013 sont: 67,6% pour la *catégorie 1/ Travaux, fournitures, services de consultants et audit*; 74,1% pour la *catégorie 2/ Dons de MP*, et 62,27% pour la *catégorie 3/ Coûts de fonctionnement*, soit le taux global d'exécution ci-dessus mentionné de 75%.

66. **Situation et analyse de la trésorerie.** Au 31/03/2013, le solde de l'avance au compte spécial s'élevait à 75,9 millions F CFA, soit à peine 10% du montant de l'avance, **ce qui n'est pas satisfaisant**. A cette date, les DRF 32 et 33 de montant respectif de 240,7 et 209,9 millions F CFA étaient en cours de traitement au FIDA (envoyées le 13 et 28 février 2013). **La mission recommande de veiller à ce que le solde du compte spécial soit au moins de 50% à tout moment, pour honorer les paiements des MP. A cet effet, la mission recommande d'envoyer régulièrement des DRF même si les montants n'atteignent pas 30% de l'avance au CS. Par ailleurs, compte tenu du plan de décaissement préconisé pour les MP, la mission recommande de démarrer le recouvrement de l'avance au compte spécial en août 2013. Le plan de recouvrement du CS sera annexé au rapport de supervision.**

67. **Vérification des ECD.** La mission a procédé à la vérification des Etats Certifiés de Dépenses (ECD) sur la période d'octobre 2012 à mars 2013. Les conclusions sont satisfaisantes.

68. **Etats financiers 2012.** Les états financiers globaux du PAC2 ne sont pas encore finalisés, surtout du fait de la consolidation à l'échelle nationale, toutes sources de financement confondues: FIDA, BM, FEM, PAM, Gouvernement et Bénéficiaires, au niveau de toutes les régions du pays. **La mission recommande de finaliser les états financiers globaux avant le 15 mai pour qu'ils soient disponibles pour le travail d'audit prévu de démarrer en mai.**

69. **Fonds de contrepartie.** Le taux de décaissement du Gouvernement Nigérien est actuellement de 41%, le projet ayant encaissé le premier montant de 200 millions F CFA sur la dotation de 600 millions inscrite pour le PAC II au titre de l'année 2012, ainsi que le reliquat de 400 millions F CFA.

70. **Respect des accords des prêts.** La mission a passé en revue les dispositions relatives à l'accord de Prêt et de Don FIDA. Ces dispositions sont respectées par le projet.

71. **Passation des marchés.** Les dossiers de passation de marchés des communes ont été analysés par le consultant à temps partiel du projet, puis vérifiés par le Contrôleur Interne principal ainsi que par le Comptable avant d'être approuvés par le Coordonnateur. La formation des maires et de leurs personnels clés (receveur et secrétaire général) en passation des marchés a été renouvelée en octobre 2012, ce qui a sensiblement augmenté la qualité des dossiers transmis au projet.

72. **Audit.** La mission a noté que le processus de sélection du nouveau cabinet d'audit est en cours de finalisation. **Elle recommande que l'audit démarre en mai avec plusieurs équipes dont l'une sera affectée directement à Maradi pour que la date butoir du 30 juin pour transmettre au FIDA le rapport final soit respectée.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Autoriser le projet à payer les demandes de transfert de fonds (DTF) pour les derniers micros projets jusqu'au 31 juillet 2013	FIDA	Juin
Envoyer régulièrement les DRF même si les montants n'atteignent pas 30% de l'avance au CS, pour honorer les paiements des micros projets	RAF	Continu
Démarrer le recouvrement de l'avance au CS en août 2013	CNC/FIDA	Août
Autoriser le projet à maintenir tout le personnel et les deux consultants génie civil permanents jusqu'au 31 décembre 2013, et jusqu'au 31 mars 2014 pour le personnel clé	FIDA	Juin
Autoriser le projet à considérer la date d'achèvement de certains micros projets par les communes après le 30 septembre, mais au plus tard au 31 décembre 2013	CNC demande ANO	Mai 2013
	FIDA	Juin 2013
Finaliser les états financiers globaux avant le 15 mai pour qu'ils soient disponibles pour le travail d'audit prévu de démarrer en mai	Coordonnateur National	Immédiat
Démarrer l'audit en mai avec plusieurs équipes dont l'une sera affectée directement à Maradi pour que la date butoir du 30 juin pour transmettre au FIDA le rapport final soit respectée	CNC	Immédiat

F. Durabilité

73. Pour consolider les jalons de la pérennisation des actions du projet, il importe d'organiser un atelier de restitution des conclusions de la mission de supervision ciblant les principales parties prenantes. Cet atelier devra permettre de délimiter les rôles et responsabilités de ces acteurs dans la prise en charge des actions entamées d'une part et, d'autre part de réaliser un consensus sur une charte d'engagements pour consolider et élargir les impacts.

74. L'un des leviers les plus importants pour pérenniser les dynamiques enclenchées concerne le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale. Pour progresser dans cette voie, il conviendra de mettre l'accent sur: (i) l'appui à la mise en place et au renforcement d'un dispositif de suivi participatif de l'action communale (portant entre autres sur l'héritage légué par le PAC 2); et (ii) l'évaluation des performances des communes dans le domaine du suivi, du contrôle et de la consolidation des dispositifs mis en place (allocation de ressources financières dans le cadre des programmes d'investissements annuels).

75. Le renforcement de la dynamique organisationnelle constitue un autre jalon important de pérennisation des actions en cours. Qu'il s'agisse des banques de céréales et d'intrants zootechniques, des opérations de reconstitution du cheptel ou des activités de promotion de la petite irrigation, le besoin d'un renforcement des cadres organisationnels existants est évident, compte tenu de la fragilité des systèmes de gestion mis en place. Pour permettre aux structures de gestion de jouer pleinement leur rôle, la mission recommande de mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités prenant en compte le besoin de consolider les capacités techniques et de gestion, mais aussi et surtout les capacités stratégiques. A cet effet, il semble judicieux de s'orienter vers une formation en cascade allant du niveau national au niveau local; ce qui permettra de déboucher sur la construction d'un dispositif de formation pérenne reposant sur une collaboration négociée entre les communes, les services techniques déconcentrés et les prestataires privés.

76. **Durabilité économique des microprojets.** La question de la durabilité économique des activités financées par le FIL, surtout les AGR productives, passe par l'accès au financement sur le moyen et long terme afin de financer le renouvellement des équipements ou de procéder à de nouveaux investissements si les fonds propres seuls ne suffisent pas. Dans le cadre de la préparation de la mission d'achèvement, une étude portant sur la rentabilité et le ratio coûts-bénéfices des investissements sera conduite. Elle étudiera les liens entre les AGR et les institutions de financement

mais également des autres acteurs du tissu économique local indispensables à leur fonctionnement (fournisseurs, clients, etc.) ainsi que les marchés et canaux de distribution. Il s'agit d'évaluer, outre la rentabilité immédiate des activités, leur perspective au-delà du projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la maîtrise d'ouvrage communale afin d'en faire un levier de pérennisation des actions en cours	Communes/CNC/CRC	Phase d'achèvement
Elaborer un module de renforcement des capacités des cadres organisationnels existants prenant en compte la diversité des besoins (à transférer aux acteurs de la pérennisation des actions)	CNC/CRC	Phase d'achèvement
Réaliser une étude portant sur les jalons à mettre en place pour renforcer la performance des structures de gestion des actions menées	CNC	Immédiatement

G. Autres aspects

Contribution au COSOP

77. Un nouveau COSOP couvrant la période 2013-2018 a été approuvé en 2012 pour le Niger. Son cadre de gestion des résultats comprend plusieurs indicateurs de suivi et d'impact pour lesquels des objectifs ont été fixés, notamment quantitatifs, sur la base des contributions prévues des différents projets du FIDA mis en œuvre sur cette période. La contribution de l'IRDAR-RCI/PAC2 pour certains de ces indicateurs a été incluse pour la période 2013 et doit donc être renseignée à cet égard pour faciliter le suivi annuel de la mise en œuvre du COSOP.

Processus d'achèvement de projet

78. L'IRDAR-RCI devant s'achever en septembre 2013, l'équipe a débuté la préparation de la revue d'achèvement selon les nouvelles directives du FIDA en la matière établies dans leur version anglaise en mars 2013. Conformément à ces directives, la dernière mission de supervision constitue une étape clé en mettant un accent sur la préparation du processus de revue d'achèvement devant aboutir au RAP. A cette fin, la mission a passé en revue les éléments présentés ci-dessous.

79. **Date provisoire de la mission d'achèvement et planning du processus.** La mission d'achèvement devrait avoir lieu en novembre 2013 pour permettre au RAP d'être prêt mi-décembre 2013. Cette date reste provisoire et susceptible de changement. Sur cette base, l'équipe a établi une feuille de route pour l'élaboration du RAP de l'IRDAR-RCI.

80. Selon les directives du FIDA, le Comité de Pilotage doit être informé suffisamment tôt des étapes proposées pour la phase d'achèvement afin d'obtenir son soutien quant à l'objectif, au calendrier et à la composition de la mission d'achèvement. Une fois les TdR et le calendrier finalisés à la fin du mois d'avril, ils seront communiqués officiellement aux membres du comité de pilotage pour information et commentaires.

81. **Lancement des enquêtes.** L'équipe de l'IRDAR-RCI a reçu un appui d'une spécialiste en suivi-évaluation concernant la préparation de la mission d'achèvement dans ce domaine. Il s'agit pour le projet de conduire les enquêtes requises et études complémentaire pour s'assurer de l'existence de données de qualité en quantité suffisante et à temps pour évaluer les différents niveaux d'impact du projet lors de la mission d'achèvement.

82. Il a été convenu en accord avec la division d'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, qu'une enquête SYGRI finale n'était pas pertinente en l'absence d'une enquête SYGRI de référence pouvant être utilisée comme base de comparaison, celle-ci ayant été réalisée trop tardivement. Une enquête socio-économique de base ayant été conduite au début du projet, il a été recommandé de la répliquer et la compléter par des études de cas. La mission a souligné l'importance de la conduire à la même période que l'enquête de base qui avait été faite en mai (soit avant la récolte) avec ajustements en octobre (après la récolte) pour permettre une comparaison avant/après pertinente.

83. L'équipe de suivi-évaluation a établi des TdR pour les études thématiques qui ont été passés en revue par la mission. Discutées avec la consultante en S&E en février 2013, elles couvriront les domaines suivants: (i) analyse de rentabilité et ratio coûts-bénéfices de MP représentatifs (MAEP, marché bétail, AGR d'extraction de l'huile d'arachide, reconstitution du cheptel, site de bio carbone, etc.); (ii) la fonctionnalité des COGES; (iii) le renforcement des capacités des communes; et (iv) l'impact sur la sécurité alimentaire sur le modèle de l'étude conduite en 2011. Une première version des TdR a été élaborée pour chaque étude et passée en revue par la mission. Des commentaires ont été émis et les TdR devraient être finalisés début mai pour permettre un recrutement rapide et assurer l'achèvement des études avant le mois d'août 2013.

84. Concernant l'analyse économique et financière en particulier, dans la mesure où il s'agit d'un projet « *demand-driven* » n'ayant pas fait l'objet d'une analyse économique en amont, il a été décidé en accord avec les directives du FIDA d'adopter l'approche analyse « coûts-bénéfices ». L'IRDAR-RCI propose une approche consistant à collecter des données liées à la rentabilité sur la base d'un échantillon représentatif pour plusieurs types de MP financés. Les commentaires de la mission sur les TdR ont porté sur la nécessité de produire des données quantitatives détaillées concernant l'analyse économique et financière et de la rentabilité, d'estimer l'impact sur le tissu économique local et l'emploi (en particulier les jeunes), la durabilité des investissements en particulier par rapport à l'accès au financement pour le remplacement des équipements, et la pertinence des modalités de mise en œuvre du projet pour le financement de ces MP (contribution des bénéficiaires, processus, accompagnement, analyse des MP, etc.).

85. Pour l'évaluation environnementale et sociale rapide, l'IRDAR-RCI étant un projet de catégorie B, celle-ci a pour objectif d'évaluer le degré d'achèvement des activités spécifiées dans la Note d'Evaluation Environnementale et Sociale (NEES) élaborée lors de la formulation du projet. Elle doit inclure l'évaluation des résultats du projet au plan environnemental, résultats du suivi environnemental sur la base d'indicateurs objectivement vérifiables. L'équipe de suivi-évaluation préparera un document synthétisant les questions environnementales par microprojet.

86. **Préparation des TdR de la mission d'achèvement.** Sur la base des nouvelles directives du FIDA pour la revue d'achèvement de projet, une première version des TdR de la mission d'achèvement a été élaborée par l'équipe de l'IRDAR-RCI. La mission a apporté ses suggestions et commentaires afin de finaliser au plus tôt ces TdR pour lancer le processus de recrutement de l'équipe. L'équipe de l'IRDAR-RCI a suggéré la composition suivante pour l'équipe d'achèvement: (i) un chef de mission, consultant international; (ii) un économiste, consultant international; (iii) un spécialiste infrastructure, consultant international ou national; (iv) un spécialiste de l'environnement-forestier, consultant national; (v) un spécialiste de la décentralisation/des institutions locales, consultant national; et (vi) un agronome, consultant de l'équipe d'assistants techniques nationaux du FIDA. Un budget provisoire a été élaboré avec l'équipe afin d'assurer la disponibilité des fonds. Les TdR doivent être finalisés début mai.

87. **Préparation des éléments méthodologiques.** Afin de faciliter le travail de la mission d'achèvement, l'équipe de suivi-évaluation devra rassembler les données primaires qui seront mises à disposition de la mission. Il s'agit en particulier: (i) des rapports et documents de projet produits au cours de la formulation, de l'exécution et de la supervision de l'IRDAR-RCI (document de formulation, rapports de supervision et de suivi, aide-mémoire, revue à mi-parcours, rapports d'audits, rapports annuels, rapports d'atelier, etc.); (ii) des enquêtes et études de cas; (iii) des archives de l'Unité de coordination du projet et des prestataires; et (v) des archives des groupements appuyés par le projet (communes, etc.). Ce travail a déjà débuté avec notamment la mise à disposition par l'équipe de suivi-évaluation à la mission de supervision d'un dossier contenant les études thématiques conduites dans le cadre du projet.

88. **Appui du FIDA.** Dans le cadre de la préparation de la revue d'achèvement, l'équipe de l'IRDAR-RCI a déjà bénéficié d'un appui pour le suivi-évaluation (préparation des études, TdR), complété par cette mission de supervision dans les domaines spécifiques présentés ci-dessus. Un

appui additionnel sera fourni pour les aspects suivants: (i) le suivi-évaluation, pour la validation des études finales conduites et l'appui à l'équipe de SE pour la préparation des données pour la mission d'achèvement; et (ii) la gestion fiduciaire, pour la clôture des comptes et la préparation de l'audit.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser les TdR de la mission d'achèvement	SE/CNC	Mai 2013
Identifier les consultants et lancer le recrutement	CNC	Mai-juin 2013
Finaliser les TdR de l'enquête socio-économique et des études thématiques	SE/CNC	Mai 2013
Informier le Comité de Pilotage	CNC	Mai 2013
Préparer les données primaires	SE/CNC	Septembre 2013

H. Conclusion

89. Les activités de renforcement des capacités des communes et de réalisation des MP sont pertinentes. Elles sont très appréciées par les communes et les communautés car elles répondent à leurs besoins réels qui sont reflétés dans les PDC. En particulier, l'intervention du projet a contribué à améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires des MP et à appuyer la politique nationale de décentralisation qui place sous la responsabilité des communes la maîtrise d'ouvrage des actions de développement au niveau local.

90. Il convient cependant de noter que la plupart des communes ne disposent pas de moyens requis, en termes de ressources humaines et financières, pour jouer pleinement leur rôle de maîtrise d'ouvrage. L'affectation des agents de développement local aux communes et le transfert des ressources financières s'avèrent donc urgents pour maintenir la dynamique enclenchée au niveau des communes avec l'appui d'IRDAR-RCI. De plus, la structuration des COGES, qui sont appelées à jouer le rôle de maîtrise d'ouvrage délégué et pérenniser ainsi les investissements réalisés, est encore à l'état embryonnaire. Des renforcements de capacités en la matière s'avèrent indispensables avant et après l'achèvement du projet afin de rendre ces organisations pleinement opérationnelles.

91. Le montant des fonds encore disponibles s'élève à environ 2 milliards F CFA dont 1,5 milliard F CFA pour les MP. Un plan de décaissement de ces fonds et d'achèvement des activités a été préparé avec l'appui de la mission en vue d'atteindre un taux de décaissement des fonds FIDA proche de 100% à la clôture de l'IRDAR-RCI. Le défi du projet est de réussir à décaisser le montant total alloué aux MP avant août 2013. Les montants prévisionnels encore disponibles pour dépenser au titre des composantes A et C sont estimés respectivement à 300 millions F CFA et 250 millions F CFA. Ces montants pourront toutefois être actualisés en juillet 2013 lorsque le projet aura une bonne visibilité des dépenses à allouer à ces composantes avant la clôture de l'IRDAR-RCI.

92. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1443	No. du prêt/don DSF	762
Projet	Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural – renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR-RCI)			Prêt/don DSF suppl.	8024
Date de mise à jour	30/04/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	15 au 30/04/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	17/12/2008			Coût total	61.54	
Accord	15/01/2009	Délai d'entrée en vigueur	9.3	FIDA Total	16.00	
Entrée en vigueur	22/09/2009	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.00	78.43
Premier décaissement				Don DSF	8.00	78.43
Examen à mi-parcours	24/05/2011	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale		Dernier audit	24/05/2011	Financement national total	10.86	
Achèvement	30/09/2013			Bénéficiaires	4.26	61.40
Clôture initiale				Gouvernement (National)	6.60	41.01
Clôture	31/03/2014			Cofinancement total externes	34.68	
Nbre de prolongations	0			World Bank: IDA	30.00	99.86
				GEF	4.67	99.82

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	6	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	5
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en compte du climat et environnement	N/A	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Coordination et Suivi-Evaluation	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Renforcement des capacités des commune/communautés	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement du cadre institutionnel et légal	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Fonds d'Investissement Local	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

B. 1 : La gestion financière de la composante FIDA du PAC2 a été jugée très satisfaisante et le projet a été primé avec le « Financial Management Award » reçu en janvier dernier à Rome. Pour la contrepartie, la note est passée de 4 à 5 compte tenu de l'amélioration notable dans le décaissement des fonds de contrepartie en 2012 en dehors des exonérations.

B.2 : Des efforts ont été notés pour renseigner les indicateurs du cadre logique, ce qui constitue une bonne base pour l'évaluation finale du projet centrée sur la performance. Ceci justifie l'augmentation de la note sur l'exécution du suivi-évaluation qui passe de 4 à 5. Il en est de même de la cohérence entre le PTBA et l'exécution qui s'est beaucoup améliorée en 2013 en raison des progrès enregistrés dans le décaissement des microprojets (MP) qui constituent 70% du budget total du projet. La prise en compte de l'équité hommes-femmes est effective. Elle est reflétée par le nombre de femmes ciblées qui représentent environ 60% du total des bénéficiaires des MP. Certains effets bénéfiques du projet en matière de lutte contre la pauvreté sont déjà repérables (amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des actifs des ménages, etc.). Il faudra toutefois attendre l'évaluation finale du projet pour évaluer de manière plus fine les effets et impacts du projet. Le rôle de maîtrise de l'ouvrage des communes constitue une innovation importante et porteuse mais les progrès accomplis ne sont pas encore significatifs. Tous les MP prennent en compte la dimension environnementale, particulièrement les MP axés spécifiquement sur la GRN (récupération des terres, sites bio carbone, etc.).

B.3 : Par rapport à la dernière évaluation, les notes en rapport avec les produits et réalisations sont maintenues. La coordination & gestion est toujours satisfaisante. Des efforts sont cependant à fournir pour le S/E, particulièrement pour la réalisation d'une étude sur les effets et impacts du projet. Dans le cadre de la composante A, des recyclages/formations destinés aux communes et aux COGES sont à renforcer pour la période restante d'exécution du projet. Concernant le FIL, même si des progrès ont été réalisés pour l'analyse rapide des MP soumis aux CDAP, il reste 55 MP qui sont à divers stades de passation de marchés et dont les montants sont estimés à environ 1,5 milliards FCFA. Des mesures rigoureuses sont à prendre pour que la feuille de route proposée pour la réalisation de ces MP soit suivie.

B.4 : Les notes en rapport avec la durabilité n'ont pas varié par rapport à la dernière évaluation. Beaucoup de formations ont été dispensées aux structures de gestion (COGES) des investissements mais le défi de viabilité de ces structures se pose encore. Le besoin d'accompagnement des COGES (par des recyclages et autres formations ciblées), qui sont encore à l'état embryonnaire, est important compte tenu de la faiblesse de leurs capacités stratégiques. L'ANFICT a été mis en place mais elle n'est pas encore opérationnelle, ce qui retarde le transfert de ressources aux communes dont certaines éprouvent des difficultés liées à la mobilisation de la contribution financière des communes. On note une participation effective des bénéficiaires qui se traduit par une adhésion à la stratégie du projet mais l'appropriation des activités du projet par les bénéficiaires mérite d'être consolidée. Les communes sont satisfaites des prestations des services techniques et bureaux/PME pour la qualité des travaux et le respect des délais. Le potentiel de réplique des activités du projet est réel compte tenu du caractère approprié des investissements sur le plan technique et social.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'avancement global de l'exécution du projet est satisfaisant. Le PAC2 a très bien progressé au fil des années sur le plan des décaissements. Sur le financement FIDA de 16 millions de dollars US, 9% ont été décaissés la première année, 23% la deuxième année, 33% la troisième année et 35% prévu sur cette dernière année (premier trimestre 2013). Sur les fonds FIDA, le taux d'exécution global est de 75% au 24 avril 2013.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Quatre (4) leviers ont permis de progresser vers l'atteinte des objectifs de développement : i) appui apporté aux communes

pour améliorer le processus de planification et de maîtrise d'ouvrage; ii) renforcement des capacités des élus ; iii) formations dispensées aux bénéficiaires des investissements réalisés ; et iv) mise en œuvre de MP contribuant à améliorer les actifs des ménages.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	L'audit de l'exercice 2012 n'a pas encore démarré, surtout du fait que les comptes globaux, toutes sources de financement confondus, ne sont pas encore disponibles. La mission a recommandé de procéder à l'élaboration des états financiers consolidés avant le 15 mai et de démarrer l'audit avec plusieurs équipes, dont une qui sera affectée à la CRC Maradi, pour assurer la production du rapport d'audit dans les délais (avant le 30/06/2013).
Avancement de l'exécution du projet	Les capacités de la CRC/Maradi (surcharge de travail notamment) à mettre en œuvre tous les MP en instance pourraient compromettre l'avancement de l'exécution du projet. Ce risque sera cependant atténué par la mise à disposition de la CRC des agents additionnels en conformité avec la recommandation de la mission. Il en est de même des ressources insuffisantes des communes pour multiplier et publier les DAO qui pourront être exceptionnellement prises en charge par le projet pour la durée restante de son exécution.
Produits et réalisations	Le décaissement en trois mois d'un montant de 1,5 milliard FCFA encore disponible pour la réalisation des MP constitue un défi majeur pour le projet. Il existe un risque réel de ne pas décaisser la totalité de ce montant si le plan de décaissement retenu n'est pas scrupuleusement respecté.
Durabilité	Les mécanismes garantissant la viabilité institutionnelle et financière et surtout en gestion ne sont pas mis en place. Les ressources financières ne sont pas disponibles au niveau des COGES et la plupart des communes ne sont pas en mesure d'assumer pleinement leur rôle de maîtrise d'ouvrage en lien avec les investissements réalisés.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Décaisser les fonds encore disponibles pour la réalisation des microprojets	Mettre en œuvre le plan de décaissement proposé	Phase d'achèvement	En cours
	Prolonger le contrat des ADL et des consultants en génie civil jusqu'à décembre 2013 pour assurer la mise en œuvre des MP	Phase d'achèvement	
	Mobiliser les deux techniciens génie rural du <i>Ruwanmu</i> pour la mise en œuvre des MP (1 mois)	Phase d'achèvement	En cours
	Recruter un nouveau consultant en passation des marchés basé à Maradi	Phase d'achèvement	En cours
	Prendre en charge de manière exceptionnelle les frais de publicité et de multiplication des DAO pour éviter tout retard	Phase d'achèvement	
	Organiser au niveau régional (Maradi) la validation des toutes les propositions d'adjudication en présence du spécialiste de passation de marchés basé à Niamey	Phase d'achèvement	En cours
	Autoriser le projet à payer les demandes de transfert de fonds (DTF) pour les derniers micros projets jusqu'au 31 juillet 2013	Phase d'achèvement	En cours
	Autoriser le projet à considérer la date d'achèvement de certains micros projets par les communes après le 30 septembre, mais au plus tard au 31 décembre 2013	Phase d'achèvement	En cours
Transmettre le rapport d'audit dans les délais requis	Finaliser les états financiers globaux avant le 15 mai pour qu'ils soient disponibles pour le travail d'audit prévu de démarrer en mai	Mai 2013	En cours
Elaborer le rapport d'achèvement du projet	Exécuter le plan d'achèvement convenu avec la mission	Phase d'achèvement	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Améliorer les capacités des communes à élaborer et à mettre en œuvre de manière participative des plans de développement communaux et des plans d'investissements annuels dans le but d'améliorer les conditions de vie en milieu rural	Pourcentage de communes supportées par le Projet dans lesquels au moins 50% de la population est satisfaite de la mise en œuvre des PDC à travers les PIA Valeur de référence: 13% - Valeur au 31/12/2012: 60%	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'enquête sur les résultats Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 	Instabilité politique Survenue de crises
	Pourcentage des communes qui augmentent le niveau de couverture d'au moins 2 % des besoins relatifs à l'un des trois secteurs sociaux (éducation, eau potable, santé) Valeur de référence: 25% - Valeur au 31/12/2012: 50%	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'enquête sur les résultats Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 	Instabilité politique Survenue de crises
	Pourcentage des communes qui augmentent le niveau de couverture d'au moins 2 % des besoins relatifs à l'un des trois secteurs sociaux (éducation, eau potable, santé) Valeur de référence: 41% - Valeur au 31/12/2012: 50%	<ul style="list-style-type: none"> 	
	Pourcentage des communes qui augmentent le niveau de couverture d'au moins 2 % des besoins relatifs à l'un des trois secteurs sociaux (éducation, eau potable, santé) Valeur de référence: 20% - Valeur au 31/12/2012: 50	<ul style="list-style-type: none"> 	
	Pourcentage des bénéficiaires qui ont augmenté leur revenu de 20% (Revenu Moyen par bénéficiaire des interventions du projet en FCFA) Valeur de référence: NA (non applicable) - Valeur au 31/12/2012: 75%	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'enquête sur les résultats Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 	Instabilité politique Survenue de crises
Réduire la dégradation des terres et promouvoir la Gestion Durable des terres (GDT).	Pourcentage de communes qui ont restauré ou protégé au moins 200 ha de terre Valeur de référence: 0% - Valeur au 31/12/2012: 20%	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'enquête sur les résultats Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 	Instabilité politique Survenue de crises
	Pourcentage de communes dont les commissions foncières sont fonctionnelles et délivrent les actes de sécurisation foncière Valeur de référence: 36% - Valeur au 31/12/2012: 90%	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'enquête sur les résultats Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 	Instabilité politique Survenue de crises
Objectif de développement du Projet			
Effet 1: Les communes de la zone d'intervention appliquent les principes d'une bonne gouvernance locale (partenariat, transparence, reddition de compte...)			

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Produits: 1.1 Les capacités des communes à élaborer leurs PDCs et planifier les actions de développement conformément au guide national sont renforcées 1.2 Les capacités des communes à appliquer les mécanismes d'une bonne GV sont renforcées 1.3 Les capacités des communes à intégrer la GDT/GRN et les mesures de sauvegarde dans toutes les initiatives de développement sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de communes qui ont élaboré leur PDC conformément au guide national de planification Communal: Valeur de référence: 32% - Valeur au 31/12/2012: 92% ▪ Pourcentage de communes qui ont élaboré leur PDC conformément au guide méthodologique GRN: Valeur de référence: 2% - Valeur au 31/12/2012: 92% ▪ Pourcentage de communes qui organisent annuellement des ateliers d'information sur leurs activités: Valeur de référence: 25% - Valeur au 31/12/2012: 45% ▪ Pourcentage de communes qui ajustent leur PDC et PIA sur la base du feed-back des communautés: Valeur de référence: 30% - Valeur au 31/12/2012: 66% ▪ Pourcentage de conventions communes-services techniques exécutées de manière satisfaisante: Valeur de référence: NA - Valeur au 31/12/2012: 88% ▪ Pourcentage de communes dont au moins 50 % de la population ont connaissance des activités prioritaires, du budget et des modalités de gestion: Valeur de référence: 6% - Valeur au 31/12/2012: 66% ▪ Pourcentage de communes dont 80 % des microprojets prennent en compte les mesures de sauvegarde environnementales et sociales: Valeur de référence: 15% - Valeur au 31/12/2012: 75% 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête sur les résultats ▪ Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 	
Effet 2: L'accès et l'accessibilité des populations des communes cibles aux services socioéconomiques de base et aux opportunités économiques sont renforcés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de communes qui prennent des mesures de pérennisation des microprojets (comité de gestion, charge récurrente, assistance technique): Valeur de référence: 65% - Valeur au 31/12/2012: 80% ▪ Pourcentage de communes où les audits techniques sont satisfaisants et les audits financiers qualifiés: Valeur de référence: 6% - Valeur au 31/12/2012: 80% ▪ Pourcentage de communes qui ont mobilisé au moins 30 % de fonds sous forme de ressources internes ou externes pour 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête sur les résultats ▪ Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 ▪ Rapport des communes d'intervention ▪ Rapports d'audit technique /Inspection générale des services 	Instabilité politique

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	cofinancer les microprojets: Valeur de référence: 48% Valeur au 31/12/2012: 60% ▪ Superficie totale de terres protégées et restaurées y compris les sites bio carbones: Valeur de référence: 5591 Ha - Valeur au 31/12/2012 ▪ Superficies des sites bio carbone: Valeur de référence: Valeur au 31/12/2012 ▪ Pourcentage de communes qui soumettent des rapports d'activités trimestriels à temps: Valeur de référence: 20% Valeur au 31/12/2012		
Effet3: Projet géré de manière efficace et efficiente	▪ Diffusion des rapports semestriels d'activités du projet aux Services publics, PTF, et autres partenaires: Valeur de référence: NA Valeur au 31/12/2012: 65% ▪ Nombre de conventions de collaborations signées avec d'autres projets mise en œuvre satisfaisante: Valeur de référence: NA Valeur au 31/12/2012: 2 ▪ Audits annuels du projet qualifiés produits à temps: Valeur de référence: NA Valeur au 31/12/2012: SATISFAISANT	▪ Rapport d'enquête sur les résultats ▪ Bilan annuel IRDAR RCI - PAC2 ▪ Rapport d'Audit technique	Instabilité politique

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Mettre en œuvre la feuille de route sur les décaissements des MP et l'achèvement des activités du projet	Mai - Décembre 2013	CRC/CNC	
Produits				
Renforcement des capacités	Procéder à la revue des activités prévues au titre de la composante A	Mai 2013	CNC et CRC	
	Diffuser les guides manquants et former les communes sur leur utilisation	Juin-Juillet 2013	CNC et CRC	
	Elaboration d'un guide d'évaluation des performances des communes et former les acteurs concernés sur son utilisation	Juillet-Août 2013	Ministère concerné	
	S'accorder avec les communes sur les actions prioritaires ci-dessus mentionnées et les réaliser avant l'achèvement du projet	Phase d'achèvement	CNC et CRC et Ministères concernés	
Fonds d'Investissement Local	Mettre en œuvre le plan de décaissement proposé	Immédiat - continu	CRC/CNC	
	Prolonger le contrat des ADL jusqu'à décembre 2013 pour assurer la mise en œuvre des MP	Juin 2013	CRC/CNC	
	Mobiliser les deux techniciens génie rural du <i>Ruwanmu</i> pour la mise en œuvre des MP (1 mois)	Immédiat	CNC	
	Recruter un nouveau consultant en passation des marchés basé à Maradi	Immédiat	CNC	
	Prendre en charge de manière exceptionnelle les frais de publicité et de multiplication des DAO pour éviter tout retard	Immédiat	CNC/CRC	
	Organiser au niveau régional (Maradi) la validation des toutes les propositions d'adjudication en présence du spécialiste de passation de marchés basé à Niamey	22 juillet 2013	CNC	
	Organiser des missions d'état des lieux des mini AEP approuvés depuis un an pour 2 villages Welezam et Kaywa	Mai 2013	Ingénieurs GC RRSE, ADL	
	Poursuivre la sensibilisation par les COGES et les APE pour augmenter les effectifs des enfants scolarisés	Immédiat – continu	COGES/APE	
	Poursuivre le recyclage des COGES en incluant la sensibilisation sur les règles de gestion des stocks	Immédiat	ADL/CRC	
Coordination et gestion	Procéder au remplacement du RAF dans les meilleurs délais	Immédiat	Coordonnateur National	

	Payer sur les fonds FIDA les frais de reprographie et de publicité des DAO	Immédiat	CRC	
	Organiser plusieurs missions de vérification et validation des dossiers de passation de marchés (microprojets) élaborés à Maradi	Continu	CNC et CRC	
	Conduire l'évaluation finale des indicateurs de performance	Phase d'achèvement	CNC	
Durabilité	Renforcer la maîtrise d'ouvrage communale afin d'en faire un levier de pérennisation des actions en cours	Phase d'achèvement	Communes/CNC/CRC	
	Elaborer un module de renforcement des capacités des cadres organisationnels existants prenant en compte la diversité des besoins (à transférer aux acteurs de la pérennisation des actions)	Phase d'achèvement	CNC/CRC	
	Réaliser une étude portant sur les jalons à mettre en place pour renforcer la performance des structures de gestion des actions menées	Immédiatement	CNC	
Aspects fiduciaires	Autoriser le projet à payer les demandes de transfert de fonds (DTF) pour les derniers micros projets jusqu'au 31 juillet 2013	Juin 2013	FIDA	
	Envoyer régulièrement les DRF même si les montants n'atteignent pas 30% de l'avance au CS , pour honorer les paiements des micros projets	Continu	RAF	
	Démarrer le recouvrement de l'avance au CS en août 2013	Août 2013	CNC/FIDA	
	Autoriser le projet à maintenir tout le personnel et les deux consultants génie civil permanents jusqu'au 31 décembre 2013, et jusqu'au 31 mars 2014 pour le personnel clé	Juin 2013	FIDA	
	Autoriser le projet à considérer la date d'achèvement de certains micros projets par les communes après le 30 septembre, mais au plus tard au 31 décembre 2013	Mai 2013 Juin 2013	CNC demande ANO FIDA	
	Finaliser les états financiers globaux avant le 15 mai pour qu'ils soient disponibles pour le travail d'audit prévu de démarrer en mai	Immédiat	Coordonnateur National	
	Démarrer l'audit en mai avec plusieurs équipes dont l'une sera affectée directement à Maradi pour que la date butoir du 30 juin pour transmettre au FIDA le rapport final soit respectée	Immédiat	CNC	
Autres	Finaliser les TdR de la mission d'achèvement	Mai 2013	SE/CNC	
	Identifier les consultants et lancer le recrutement	Mai-juin 2013	CNC	
	Finaliser les TdR de l'enquête socio-économique et des études thématiques	Mai 2013	SE/CNC	
	Informar le Comité de Pilotage	Mai 2013	CNC	
	Préparer les données primaires	Septembre 2013	SE/CNC	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Période: 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013								
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré- évaluation	%
Composante A								
<i>Sous-composante A1</i>								
Audit des passations de marché	Audit	CNC/CRC	1	0	0	3	-	
Organiser des ateliers des Comités Départementaux d'Analyse des Projets	Session	CRC MARADI	2	0	14		-	
Contractualisation pour élaborer DMP, DAO, Appuis Consultants Génie Civil	Contrat mensuel	CRC MARADI	6	3	50%	3	-	
Formation des formateurs pour rendre opérationnel le dispositif de suivi évaluation local	Atelier	CRC MARADI	1	1	100%	3	-	
Apporter l'appui - conseil aux communes en vue de concevoir et mettre en place leur système de suivi-évaluation local	Dispositif communal de S&E	CRC MARADI	47	24	50%	24	-	
Evaluer la fonctionnalité des COGES	Consultation	CRC MARADI	1	0		0	-	
Actualiser les PDC conformément aux guides en vigueur	PDC	Commune	10	0	0	32	-	
Voyages d'échanges inter communes en gouvernance locale et mobilisation des ressources	Voyage	CRC MARADI	2	1	50%	2	-	
Organiser l'atelier annuel de bilan programmation régional	Atelier	CRC	1	0	0	3	-	
Prise en charge ADL	Dotation mensuelle	CRC MARADI	6	3	50%	27	-	
Retenue de garantie du contrat d'aménagement intérieur nouveau siège PACII Mi	Retenue de garantie	CRC MARADI	1	1	100%	1	-	
Retenue de garantie du contrat de construction mur de clôture du siège PACII Mi	Retenue de garantie	CRC MARADI	1	1	100%	1	-	
Retenue de garantie du contrat de construction du siège de la CRC MI	Retenue de garantie	CRC MARADI	1	1	100%	1	-	
Formation 3 Comptables, le CIR et le CIP	Séminaire	5 cadres/CNC	5	2			-	
Formation 2 cadres de Suivi évaluation	Séminaire	2 cadres/CNC/CRC	2	0	0		-	
Formation 2 Cadres de coordination	Séminaire	2 cadres/CNC	3	0	0	3	-	
Appui à la CRC en passation de marché par la consultante	H/M	CNC	3	3	100%	15	-	
Etude de cas: élevage de reproduction pour rapport d'achèvement du projet	Consultation	CRC MARADI	1	0	0	0	-	
Etude de cas promotion de la gouvernance locale à travers la mobilisation des ressources fiscales, les renforcements de capacités pour le rapport d'achèvement du projet	Consultation	CRC MARADI	1	0	0		-	
Opérationnalité des COGES pour le rapport d'achèvement du projet	Consultation	CRC MARADI	1	0	0		-	

Analyse économique et financière des actions du projet pour le rapport d'achèvement	Consultation	CRC MARADI	1	0	0	-
Elaboration du rapport d'achèvement du projet	Consultation	CNC/CRC	1	0	0	-
Atelier de validation des rapports d'achèvement d'IRDAR-RCI	Atelier	CNC/CRC	1	0	0	-
Réalisation, montage et diffusion d'un documentaire TV bilan de 26 mn sur les interventions d'IRDAR-RCI	Documentaire	SC/CNC	1	0	0	-
Réalisation et diffusion de publi- reportage en langues nationales sur les mesures de sauvegarde environnementale et sociale	Publi- reportage	SC/CNC	2	0	0	-
Elaborer des textes sur les procédures de mobilisation des contributions des bénéficiaires	Atelier	HC i3N	1	0	0	-
Formation des élus et personnels permanents des communes sur les thématiques de maîtrise d'ouvrage déléguée	Atelier	PAC2/CFGTCT/MI	2	0	0	-
Appui au démarrage de l'ANFICT	Atelier	MI/MF	1	0	0	-
Gestion du partenariat	Atelier	SGL/D	2	1	50%	-
Appui à la mise en place de 14 COFOCOM	Cofocom	CRC	14	7	50%	-
Appui pour l'élaboration du Plan d'action sur la décentralisation	Atelier	DGDD/MI	1	1	100%	-
Capitalisation de la mise en œuvre des procédures et outils	Atelier	CNC	1	0	0	-
Autres activités de consolidation des acquis par les acteurs locaux (COGES, autres structures)	Ateliers	CNC/SE	3	0	0	-
Appui conseil des CRC aux communes en maîtrise d'ouvrage communale (élaboration PDC, passation de marché, mise en œuvre DMP, suivi GOGES, etc)	Mission	CRC MARADI	6	3	50%	-
Organiser les missions de surveillance environnementale des MP du BREEEI	Mission	CRC MARADI	4	2	50%	-
Organiser les missions de supervision interne des CRC	Mission	CRC MARADI	12	3	25%	-
Organiser des missions de supervision des Services techniques régionaux	Mission	CRC MARADI	3	1	33,33%	-
Appui conseil aux communes pour développer des supports de communication de proximité/publication DAO	Communication	CRC MARADI	5	1	20%	-
Sous-composante A2						
Mission conjointe de supervision	Mission	RNSE	2	1	50%	-
Mission parlementaire	Mission	Equipe EN	1	0	0	-
Mission d'appui conseil cadres CNC	Mission	CNC	10	5	50%	-
Hébergement du site WEB et prestation webmaster		SC/CNC	4	1	25%	-
Réalisation calendrier 2013	Calendrier	SC/CNC	1	0	0	-
Missions de collecte, traitement et diffusion de témoignages et succès stories sur les effets des interventions d'IRDAR-RCI	Mission	SC/CNC	3	0	0	-

Insertion de 2 articles de presse publique et privée nationales sur les réalisations d' IDAR-RCI	Diffusion article	SC/CNC	2	1	50%		-
Visite guidée de la presse publique et privée nationales sur les réalisations d'IRDAR-RCI	Mission	SC/CNC	1	0	0		-
Réalisation de 6 affiches grand format avec image sur les interventions d'IRDAR-RCI	Affiche	SC/CNC	6	0	0		-
Mission d'appui de la CRC de Maradi pour la réalisation de supports de communication de proximité (plaque d'identification des micros projets, affiches d'information sur le micro projets)	Mission	SC/CNC	1	1	100%		-
Appui au renforcement des cadres régionaux de concertation	Mission	CNC/CRC	2	0	0		-
Mission d'audit technique des MP par l'IGS	Mission	IGS	1	0	0		-
Appui aux institutions	Mission	CNC/CRC	2				-
Autres activités (rapport d'achèvement, atelier régional FIDA, etc)	ateliers	CRC/CNC	3	1	33,33%		-
Composante B							
Construction de classes	classe	Communes/CRC	30	21	70%	70	-
Construction de mur de clôture d'école	Mur	Communes/CRC	5	0	0	0	-
Ouverture centres d'alphabétisation des adultes	Centre alpha	Communes/CRC	57	57	100%	149	-
Construction de centre de santé intégré	Centre santé	Communes/CRC	4	4	100%	9	-
Construction de Maternité	maternité	Communes/CRC	1	1	100%	1	-
Construction de latrines domestiques	Latrines dom	Communes/CRC	60	0	0	0	-
Construction de Latrines scolaires	Latrines scol	Communes/CRC	30	21	70%		-
Construction de Puits/forages	Puits/forages	Communes/CRC	9	7	77%	61	-
Construction de Château d'eau	Château d'eau	Communes/CRC	1	0	0	0	-
Construction de Sièges de mairies	Siège mairie	Communes/CRC	9	4	44,44%	20	-
Mise en place stock initial de banques céréalières	Tonnes cérééal	Communes/CRC	140	60		1090	-
Construction de Magasins banques céréalières	magasin	Communes/CRC	10	0	0	0	-
Mise en place d'ovins pour reconstitution cheptel	ovin	Communes/CRC	1190	1235	103%		-
Aire de pâturage (HA)	ha	Communes/CRC	30	20	66,66%	2050	-
Traitement bassin versant (HA)	ha	Communes/CRC	200	0		2500	-
Construction de marché à bétail	Marché à bét	Communes/CRC	0	1	-	6	-
Construction d'aire d'abattage	Aire d'abattage	Communes/CRC	0	2	-	3	-
Composante C							
Salaires &frais connexes cadres la CNC	Sal mensuel	CNC	9	3	33,33%	39	48
Fournitures bureau &consommables	Frais semestre	CNC	2	1	50%	7	8
Pièces détachées &grosses réparations	Frais mensuel	CNC	12	3	25%	39	48

Salaires & frais connexes cadres la CNC	Sal mensuel	RAF	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes du personnel service la CNC	Sal mensuel	RAF	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes du personnel soutien la CNC	Sal mensuel	RAF	9	3	33,33%	39	48	
Charges frais fonctionnement courant (eau, électricité, téléphone,) CNC	Frais mensuel	RAF	12	3	25%	39	48	
Autres fonctionnements (Carburant, transport, transactions bancaires) CNC	Frais mensuel	RAF	12	3	25%	39	48	
Entretien & réparation mobiliers & matériels	Frais mensuel	RAF	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes cadres la CNC	Sal mensuel	SGLD	9	3	33,33%	39	48	
Fournitures bureau & consommables	Frais mensuel	SGLD	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes cadres la CNC	Sal mensuel	Autres CNC	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes cadres CRC	Sal mensuel	Autres CNC	12	3	25%	39	48	
Miss° d'audits comptes	mission	Autres CNC	1	0	0%	3	4	
Salaires & frais connexes du personnel service la CNC	Sal mensuel	Autres CNC	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes du personnel soutien la CNC	Sal mensuel	Autres CNC	9	3	33,33%	39	48	
Salaires & frais connexes du personnel soutien CRC	Sal mensuel	Autres CNC	12	3	25%	39	48	81,25%
CNSS patronale	Frais trimestre	Autres CNC	4	1	25%	14	16	87,50%
Assurance maladie	Frais annuel	Autres CNC	1	1	100%	3	4	75%
Assurance maladie	Frais	Bur. Liaiso FIDA	1					
Salaires & frais connexes cadres CRC	Sal mensuel	CRC Maradi	6	3	50%	39	48	81,25%
Salaires & frais connexes du personnel service CRC	Sal mensuel	CRC Maradi	6	3	50%	39	48	81,25%
Charges frais fonctionnement courant (eau, électricité, téléphone,	Frais mensuel	CRC Maradi	6	3	50%	39	48	81,25%
Autres fonctionnements (Carburant, transport, transactions bancaires	Frais mensuel	CRC Maradi	6	3	50%	39	48	81,25%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds en USD

	Pré-évaluation	Actualisé au taux de réception	Décaissements	Pourcentage décaissé
Bailleur de fonds				
Prêt FIDA	8 037 000	8 294 182	6 505 308,16	78,43%
Don FIDA	8 037 000	8 294 182	6 505 309,16	78,43%
Banque Mondiale	30 000 000	30 000 000	29 958 000,00	99,86%
FEM	4 670 000	4 670 000	4 661 594,00	99,82%
PAM	-	-	1 127 060	N/A
Total sans la Contrepartie du Gouvernement et la contribution des bénéficiaires	50 744 000	51 258 363	48 757 271	95,12%
Gouvernement	6 600 000	6 600 000	2 706 464,32	41,01%
Bénéficiaires	4 260 000	4 260 000	2 615 850,50	61,40%
Total toutes sources de financement	61 604 000	113 376 726	102 836 858	90,70%

NOTA:

Taux DTS/USD réception des fonds FIDA: 1,5360

Montants actualisés des co-financiers en USD non disponibles; calculs faits sur la base du pourcentage de décaissement fourni par le projet.

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) à la date du 24 avril 2013

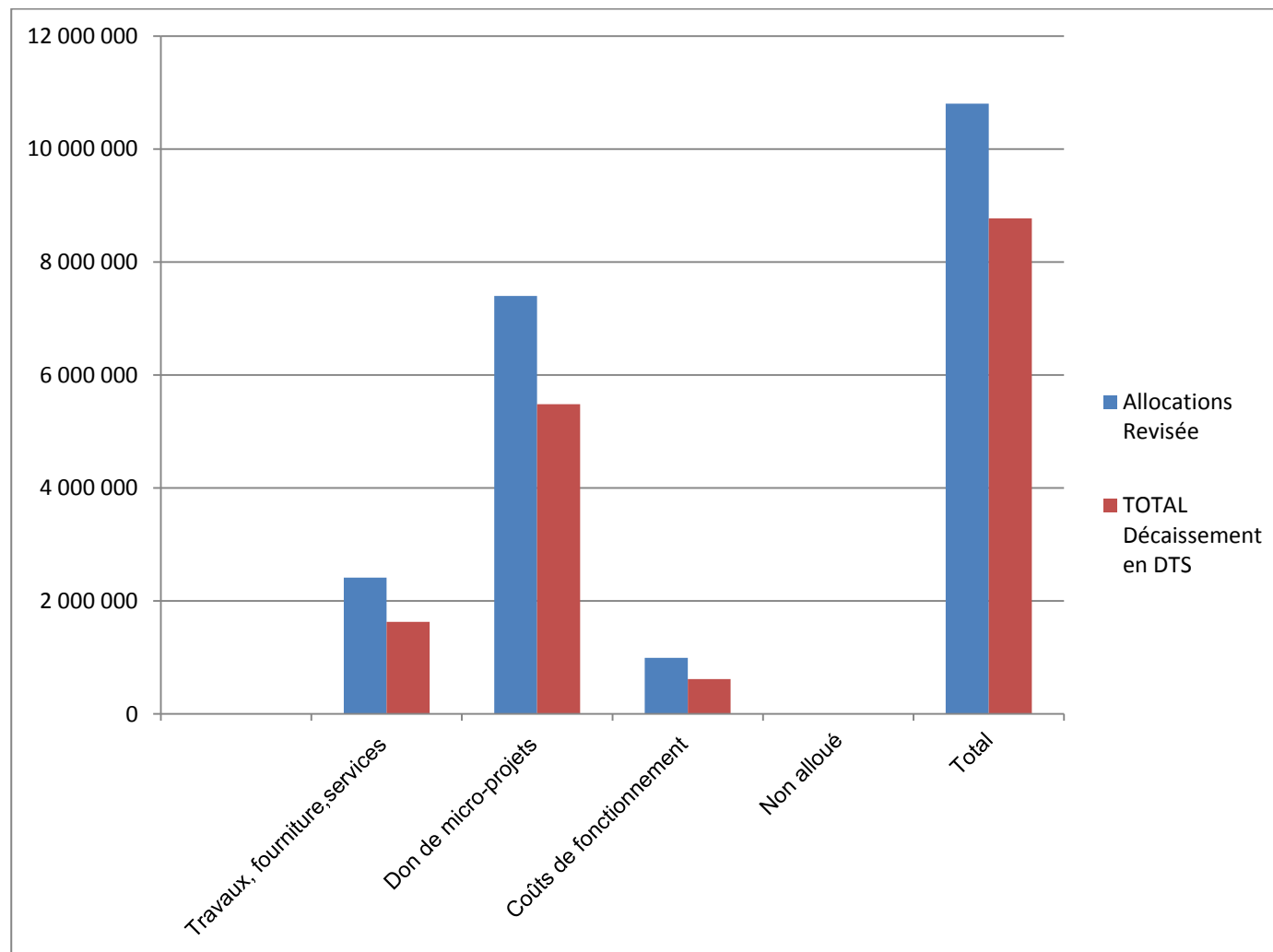
Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinanceurs (IDA et FEM)			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effectif	%	Pré-évaluation	Réalisé effectif	%	Pré-évaluation	Réalisé effectif	%	Pré-évaluation	Réalisé effectif	%	Pré-évaluation	Réalisé effectif	%	Pré-évaluation	Réalisé effectif	%
A. Renforcement des capacités	1 659	1 087	66%	1 659	1 087	66%	6 441	5 901	92%							9 760	8 075	83%
B. Fonds d'investissement local	5 626	4 270	76%	5 626	4 270	76%	18 376	19 232	105%	5 922	2 428	41%	3 822	2 347	61%	39 371	32 546	83%
C. Coordination et Gestion	603	649	108%	603	649	108%	4 395	7 962	181%							5 600	9 260	165%
PPF	-	-					613	-	0%							613	-	
Non Alloué	149	-	0%	149	-	0%	1 357	-	0%							1 655	-	
TOTAL	8 037	6 006	75%	8 037	6 006	75%	31 182	33 094	106%	5 922	2 428	41%	3 822	2 347	61%	56 999	49 882	88%

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 24 avril 2013)

Catégorie	Description	Allocations Initiales en DTS	Allocations Révisées en DTS	Décaissements Cumulatifs en DTS	Taux déc	DRF en attente		Total Décaissement + DRF en attente DTS	Solde DTS	Décais. %
						CFA	DTS			
	Avance Compte - Spécial		0	1 040 190,48				1 040 190,48	- 1 040 190,48	
I	Travaux, fournitures, services de consultants y compris audit et formation pour les sous-composantes A1)b), A2)e) et C iv) du projet, à l'exclusion de tous coûts de fonctionnement.	2 580 000	2 410 000	1 574 002,21	65,31%	42 243 216	55 048,28	1 629 050,49	780 949,510	67,60%
II	Dons de microprojets pour les sous composantes Bi) et Bii) du projet	7 560 000	7 400 000	5 283 493,87	71,40%	153 163 725	199 591,80	5 483 085,67	1 916 914,327	74,10%
III	Coûts de fonctionnement pour les sous - composantes A1)b), A2)e) et C iv) du projet	460 000	990 000	572 990,13	57,88%	33 330 977	43 434,50	616 424,63	373 575,370	62,27%
IV	Non alloué	200 000	-					-	-	-
TOTAUX		10 800 000	10 800 000	8 470 676,69	78,43%	228 737 918	298 074,58	8 768 751,27	2 031 248,727	81,19%

Taux DTS/CFA cf. LGS du
11/04/13 : 767,3848

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	L'Emprunteur ouvre et tient, pour le financement du Projet, un compte spécial du prêt et du don en FCFA auprès d'un établissement financier à Niamey	2009	Fait: 1 ^{er} virement reçu le 28 mai 2010	Disposition respectée
Section 3.02	Le projet PTBA sera soumis pour approbation au CP pour non objection du Fonds. La CNC intégrera les commentaires éventuels du Fonds dans la version finale du PTBA	annuellement	PTBA approuvé en janvier 2013	Disposition respectée
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux de génie civil et de services nécessaires au Projet et financés à l'aide des fonds provenant du prêt, sont passés conformément aux dispositions de l'Annexe 4.	en continu	en continu	Disposition respectée
Section 4.02	L'Agent principal du Projet soumet semestriellement au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Projet	tous les 6 mois	en continu	Disposition respectée
Section 4.03.	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Mai-juin 2011	Mai 2011	Disposition respectée
Section 5.02	L'Emprunteur fera vérifier ses états financiers conformément aux dispositions prévues à la Section II, paragraphe B.3 de l'Annexe 3 de l'Accord de financement de l'IDA	30 juin 2012	Rapport d'audit des comptes 2011 envoyé au FIDA le 6 juin 2012	Disposition respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Les réalisations immatérielles (renforcement des capacités) constituent l'un des impacts les plus durables du programme dont la mise en œuvre a été un processus d'apprentissage pour les différentes parties prenantes. Les compétences acquises pourront être valorisées de façon optimale dans d'autres projets ou dans l'exécution des tâches dévolues aux institutions publiques et privées. La mission constate que:

- l'équipe du projet a renforcé considérablement ses capacités dans les domaines de la gestion administrative et financière des activités de développement;
 - les communes ont été dotées d'outils de planification, de gestion et de suivi-évaluation de leurs activités de développement local; elles ont appris à améliorer la gouvernance locale et à exercer leurs fonctions de maîtrise d'ouvrage communale;
 - les bénéficiaires des appuis du programme ont renforcé leurs capacités organisationnelles à travers la mise en place de structures capables de rendre des services technico-économiques à leurs membres;
 - les services techniques déconcentrés de l'Etat ont acquis des techniques et logistiques d'intervention plus grandes leur permettant d'assumer plus efficacement leurs fonctions régaliennes par le biais des CDAP;
 - les prestataires privés ont renforcé les compétences en matière d'accompagnement et d'appui/conseil des producteurs ruraux.
-

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

L'appui à la maîtrise d'ouvrage de la mise en œuvre des microprojets par les communes est l'innovation principale introduite par le projet IRDAR-RCI/PAC2. Le défi majeur qui se pose est d'établir des passerelles d'articulation efficace entre la fonction de maîtrise d'ouvrage qui est exercée par les communes et celle de maîtrise d'ouvrage déléguée qui est confiée aux bénéficiaires, à travers les COGES. Dans le cadre de cette option, les investissements (en particulier les infrastructures) sont dans le domaine public (patrimoine communal) et une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée doit être conclue avec les bénéficiaires.

Annexe 1: Feuille de route pour la réalisation des microprojets d'infrastructures socio-économiques

<u>Feuille de route infrastructures Microprojets PAC2 pour 24 DAO restants</u>			
	Activités	Echéance	Etat de mise en œuvre
1	Finaliser tous les DAO des 24 microprojets en instance	Fin Mai 2013	
2	Publicité et multiplication DAO	Début juin 2013	
3	Ouverture des plis	Début juillet 2013	
4	Fin Evaluation toutes offres	Mi-juillet 2013	
5	Validation par Spécialiste PM	Fin juillet 2013	
6	Constitution Dossiers Demande de Transfert de Fonds (DTF)	Début Aout 2013	
7	Transfert des Fonds	Fin Aout 2013	
8	Exécution Travaux suivi et contrôle	Septembre à Novembre 2013	
9	Réception provisoire	Fin décembre 2013	

Annexe 2: Plan prévisionnel d'exécution financière (Avril 2013 à Mars 2014)

Composante	Budget total du financement FIDA	Cumul Réalisé au 24 avril 2013	% Réalisé au 24 avril 2013	Solde disponible au 24 avril 2013	Prévision de décaissements Mai 2013 à Mars 2014	Total prévisionnel de décaissements à la clôture	Solde prévisionnel	% Prévisionnel de réalisation
A. Renforcement des capacités	1 664 599	1 090 635	66%	573 964	303 903	1 394 538	270 061	84%
B. Fonds d'investissement local	5 643 214	4 282 848	76%	1 360 366	1 483 227	5 766 075 -	122 861	102%
C. Coordination et Gestion	753 921	651 121	86%	102 800	250 000	901 121 -	147 200	120%
TOTAL	8 061 734	6 024 604	75%	2 037 130	2 037 130	8 061 734 -	0	100%

Les dépenses prévues sur la période du 25 avril 2013 au 31 mars 2014 comprennent:

- Pour la composante A: les honoraires et indemnités des consultants techniques et des ADL (13 jusqu'en septembre et 4 retenus jusqu'en décembre 2013; les frais de mission terrain des consultants, des points focaux et des agents du projet; les activités de formation des COGES et autres activités de renforcement des capacités, la formation du personnel du projet (ateliers FIDA), les activités de communication (insertions, multiplications, plaques d'identification des réalisations,).
- Pour la composante B: cf. tableau récapitulatif des MP.
- Pour la composante C: les études et rapport d'achèvement, etc.; les salaires des agents du projet, jusqu'en septembre 2013 pour tous les postes et d'octobre 2013 à mars 2014 sans 10 ADL et deux postes principaux au niveau CNC (voir tableau ci-après); les charges fixes de fonctionnement, l'achat d'un groupe électrogène pour partage avec le PASADEM qui sera sur le même site que le PAC2, ainsi qu'une provision pour les indemnités de fin de contrats du personnel.

Annexe 3: Plan de finalisation et de décaissement des micro-projets de mai à juillet 2013 sur fonds FIDA

N°	Stade de mise en œuvre des Dossiers de Micros Projets (DMP) au 24 AVRIL 2013	Actions à entreprendre avant décaissement	Nom bre de MP	Contribution FIDA	PERIODES DECAISSEMENT		
					mai-13	juin-13	juil-13
1	DMP en instance de DTF à la CRC/CNC	Décaissement Immédiat : les dossiers permettant le paiement (liasses) sont disponibles	5	93 531 220	93 531 220	-	0
2	DMP Achat Chèvres (dossier PUSADER)	Commission d'achat à mettre en place (une semaine début mai) et décaissement en mai	4	148 000 000	148 000 000	-	0
3	DMP en instance de DTF au niveau des Communes	Décaissement dans 2 à 3 semaines: reste à appuyer les communes à finaliser les liasses	11	223 545 850		223 545 850	0
4	DMP dont Passations de marché validées		6	196 200 000	0	196 200 000	
5	DMP en stade de passation des marchés	Actions: une partie (7 MP) disponible pour validation début mai, mi-mai et une partie en début juin (5 MP) par consultant Passation Marchés. Après validation, 2 semaines pour avoir la liasse pour paiement	12	256 350 000	0	156 350 000	100 000 000
6	DMP en stade d'Elaboration de DAO ou DAO élaboré	Avec les 2 ingénieurs génie rural du <i>Ruwanmu</i> , élaborer tous les DAO en mai, lancement des marchés début juin, ouverture début juillet et liasse complète fin juillet	17	469 600 000	0	-	469 600 000
	Total A		55	1 387 227 070	241 531 220	576 095 850	569 600 000
1	Mesures de correction des MP BC /BIZ/BIA 2010	consultations restreintes à lancer et 2 semaines pour ouverture des plis + 1 semaine pour liasse		20 000 000	0	20 000 000	0
2	Mesures correctives autres ISE			9 000 000	0	9 000 000	0
3	Sécurisation Foncière	TDR à établir en une semaine maximum; décaissements entre mai et juin		5 000 000	2 500 000	2 500 000	0
4	Etude de pistes rurales	reliquat honoraires à payer: étude déjà réalisée; décaissement immédiat		62 000 000	62 000 000		
	TOTAL B			96 000 000	64 500 000	31 500 000	0
TOTAL A + B à décaisser entre avril et juillet 2013				1 483 227 070	306 031 220	607 595 850	569 600 000
31 microprojets déjà décaissés de janvier à avril 2013			31	625 882 721			
TOTAL GENERAL MICROPROJETS 2013			86	2 109 109 791			

Annexe 4: Revue de la mise en œuvre des recommandations d'audit (CRC Maradi)

I	SYSTEME ET PROCEDURES COMPTABLES	RESPONSABLES DE MISE EN ŒUVRE	ETAT DE MISE EN ŒUVRE
1	S'assurer que les fiches d'Imputation ont été visées avant l'enregistrement des pièces comptables. Au cas où le responsable concerné est en déplacement, présenter les pièces comptables à son intérimaire	Comptable/Assistants Comptables/Aides comptables	Appliquée
2	Clôturer les comptes au niveau des CRC après l'exportation de la base du logiciel TOMPRO, les corrections éventuelles qui peuvent intervenir se feront à la CNC qui se chargera d'envoyer aux CRC la base de données corrigée	Informaticien/comptables/Comptable principal	Appliquée
	L'autorisation d'accès aux différents modules du logiciel TOMPRO sera accordée aux agents de la comptabilité par le RAF sur proposition du Comptable principal	RAF/Comptable principal/Informaticien	Appliquée
	Organiser un atelier d'internalisation du manuel de procédures administratives comptables et financières du PACII révisé afin d'assurer sa large diffusion auprès de tous les acteurs chargés de sa mise en œuvre	Coordonnateur/Comptable principal/RAF	Appliquée
II	PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES		
3	Concernant les travaux de réhabilitation de vieux bâtiments, procéder toujours à une expertise pouvant conduire à une conclusion technique sur la réussite des travaux	Coordonnateur National/ Coordonnateurs Régionaux/ Spécialistes en passation des marchés	Appliquée: deux ingénieurs en génie civil recrutés comme consultants à cet effet.
4	Prendre toujours des dispositions à temps pour les actions à mener au cours de la période, afin d'éviter autant que faire se peut, les procédures d'urgence	Coordonnateur National/Spécialiste en passation des marchés	Appliquée
III	PROCEDURES DE GESTION DU PARC AUTO ET DU CARBURANT		
5	Renseigner toutes les rubriques prévues le tableau de suivi de carburant	Assistant comptable/Comptable principal	Appliquée
6	Procéder mensuellement à l'inventaire physique de carburant lors de l'arrêté mensuel du tableau de suivi de carburant	RAF/Comptable principal	Appliquée
7	Tenir à jour l'enregistrement de mouvement de bons valeurs de carburant	Comptable principal/Coordonnateurs régionaux/Assistants Comptables régionaux	Appliquée
IV	PROCEDURES DE GESTION DES IMMOBILISATIONS		
8	Créer une fiche d'identification pour chaque immobilisation qui entre dans le patrimoine du PACII. Cette fiche est générée par le logiciel lors de l'enregistrement de l'opération, d'acquisition du bien	Coordonnateur National/RAF	Appliquée
9	Porter toujours la date d'acquisition sur la fiche d'inventaire	Comptable/Assistant comptable/Aide comptable/RAF	Appliquée
10	Valoriser les immobilisations sur la liste d'inventaire	Logisticienne	Appliquée
11	Rédiger un procès-verbal d'inventaire des immobilisations signé par les membres de l'équipe d'inventaire dont la composition sera déterminée par le RAF	Coordonnateur/RAF	Appliquée

Annexe 5: Etat de rapprochement du compte spécial au 31 mars 2013

NUMÉRO DU COMPTE SPÉCIAL : H0136 01001 060061720007/31 AUPRÈS DE LA BANQUE : Atlantique-Niger

1.	MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA	800 000 000												
2.	MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA	-												
3.	ÉGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCÉE AU COMPTE SPÉCIAL (1-3)	800 000 000												
4.	SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL À LA DATE (31/03/2013) RELEVÉ BANCAIRE JOINT	63 480 620												
5.	PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPÉRATIONS au 31/03/2013 (sous-compte spécial Maradi)	12 240 094												
	PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) au 31/03/2013 CRC/Maradi	83 000												
	PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) au 31/03/2013 CCN/Niamey	157 400												
	Sous total de 5:	12 480 494												
	TOTAL SOLDES DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPÉRATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	75 961 114												
6.	PLUS: MONTANT DES DÉPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIÉES au 31/03/2013	267 777 287												
7.	PLUS: MONTANT PAYÉ DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE D'OPÉRATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ RAISON: Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée	9 759 635												
8.	PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE													
	<table><tr><th>DRF N°</th><th>Date</th><th>FCFA</th><th>MONTANT</th></tr><tr><td>32</td><td>13-févr-13</td><td>XOF</td><td>240 745 228,00</td></tr><tr><td>33</td><td>28-févr-13</td><td>XOF</td><td>209 945 420,00</td></tr></table>	DRF N°	Date	FCFA	MONTANT	32	13-févr-13	XOF	240 745 228,00	33	28-févr-13	XOF	209 945 420,00	
DRF N°	Date	FCFA	MONTANT											
32	13-févr-13	XOF	240 745 228,00											
33	28-févr-13	XOF	209 945 420,00											
	TOTAL DES DEMANDES PRÉCÉDENTES PAS ENCORE CRÉDITÉES:	450 690 648												
9.	MOINS: INTÉRÊTS GAGNÉS CRÉDITÉS AU COMPTE	-												
10.	ÉGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N° 4 À N° 9)	804 188 684												
11.	EXPLICATION DE TOUT ÉCART ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS	(4 188 684)												
A.	Ecritures non encore passées par la banque (compte Spécial Niamey) au 31/03/2013 Débit = (90 323 + 90 323 + 2 575 000 + 923 143) Crédit = ()	3 678 789 -												
B.	Ecritures non encore passées par la banque (Sous compte Spécial Maradi) (Cf. Etat rapprochement annexé du SOUS - COMPTE SPECIAL IRDAR - RCI au 31/03/2013) Débit = (136 512 + 56 300 81 450 + 122 233 + 138 400) Crédit = (3 000 + 22 000)	534 895 (25 000)												
	TOTAL A. et B.	4 188 684												
	Montant non admissible à rembourser au compte du Projet													
	ECART :	0												

Annexe 6: Tableau de suivi des DRF

N° DRF	DPD	Date d'Envoi	Bénéficiaire	Montant		Avance Compte Spécial	Date d'Encaissement
				DPD	DRF		
1		28/04/2010	Compte Spécial	-	-	200 000 000	25/05/2010
2		07/07/2010	Compte Spécial	-	80 697 409	200 000 000	
3		06/08/2010	Compte Spécial	-	99 029 732		08/11/2010
4		13/09/2010	Compte Spécial	-	144 232 273		16/11/2010
5		11/10/2010	Compte Spécial	-	117 020 137		06/12/2010
6		30/11/2010	Compte Spécial	-	152 559 818		21/01/2011
7		12/12/2010	Compte Spécial	-	-	200 000 000	25/01/2011
8		31/12/2010	Compte Spécial	-	92 230 116	200 000 000	
9		23/02/2011	Compte Spécial	-	124 508 987		31/03/2011
10		31/03/2011	Compte Spécial	-	127 848 370		24/05/2011
11		15/07/2011	Compte Spécial	-	178 726 267		19/07/2011
12		07/09/2011	Compte Spécial	-	145 875 560		26/10/2011
13		12/10/2011	Compte Spécial	-	224 284 785		02/12/2011
14		15/11/2011	Compte Spécial	-	268 427 235		12/12/2011
15		25/11/2011	Compte Spécial	-	92 095 419		16/12/2011
16		31/12/2011	Compte Spécial	-	651 207 829		26/01/2012
17		27/03/2012	Compte Spécial	-	204 720 190		13/02/2012
18		27/03/2012	Compte Spécial	-	321 914 596		17/05/2012
19		04/06/2012	Compte Spécial	-	214 660 351		17/05/2012
20		27/06/2012	Compte Spécial	-	258 172 708		04/07/2012
21		27/06/2012	CR Baoudéta	35 340 000	-		31/08/2012
22		27/06/2012	CR Koonna	47 321 915	-		31/08/2012
23		27/06/2012	CR Korgom	37 836 832	-		31/08/2012
24		27/06/2012	CR Dan Goulbi	46 232 363	-		31/08/2012
25		27/06/2012	CR Majirgui	54 292 046	-		31/08/2012
26		27/06/2012	CR Maireyrey	72 136 072	-		31/08/2012
27		27/06/2012	CR Hawandawaki	43 891 208	-		31/08/2012
28		30/06/2012	Compte Spécial	-	275 572 401		10/10/2012
29		17/09/2012	Compte Spécial	-	306 855 709		06/11/2012
30		20/11/2012	Compte Spécial	-	574 345 291		31/12/2012
31		04/01/2013	Compte Spécial	-	280 300 183		05/03/2013
32		13/02/2013	Compte Spécial	-	240 745 228		04/04/2013
33		28/02/2013	Compte Spécial	-	209 945 420		04/04/2013
34		18/04/2013	Compte Spécial	-	228 737 918		En cours
TOTAL				337 050 436	5 614 713 932	800 000 000	-

Annexe 7: Calendrier d'achèvement et de clôture des activités d'IRDAR-RCI

Préparation de l'achèvement	Date
<ul style="list-style-type: none"> • TdR mission d'achèvement et lancement contractualisation • TdR étude socio-économique et contractualisation • TdR études thématiques et contractualisation • Information du Comité de Pilotage 	<i>Mai 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation études 	<i>Juin 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation études 	<i>Juillet 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des études • Préparation des données primaires 	<i>Août 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Mission d'achèvement 	<i>Novembre 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'achèvement de projet (RAP) 	<i>Décembre 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Etats financiers de l'exercice 2012 	<i>Décembre 2013-Janvier 2014</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Audit des comptes 	<i>Janvier 2014</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'audit 	<i>Février 2014</i>

Annexe 8: Liste personnel IRDAR-RCI/PAC2 jusqu'à la clôture du projet

CRC Maradi	AVRIL A SEPT 2013	OCT A DEC 2013	JAN A MARS 2014	TOTAL MOIS
FONCTION				
Coordonnateur Régional	6	3	3	12
Resp régional Suivi Evaluation	6	3	3	12
Contrôleur Interne	6	3	3	12
Assistant Comptable	6	3	3	12
4 ADL	6	3	3	12
10 ADL	6	0	0	6
Secrétaire	6	3	3	12
Chauffeur	6	3	3	12
Chauffeur	6	3	3	12
Chauffeur	6	0	0	6
Gardien	6	3	3	12
Reprographe-Coursier	6	3	3	12

CNC Niamey	AVRIL A SEPT	OCT A DEC	JAN A MARS 2014	TOTAL MOIS
FONCTION				
Resp national Suivi Evaluation	6	0	0	6
Spécialiste Gouvernance Locale	6	0	0	6
Contrôleur Interne Principal	6	3	3	12
Spécialiste des questions environnementales et s	6	0	0	6
Comptable Principal	6	3	3	12
Administrateur Réseau Informatique / AT Logiciel TOMPRO	6	3	3	12
Assistante Comptable	6	3	3	12
Secrétaire	6	3	3	12
Reprographe	6	3	3	12
2 chauffeurs	6	3	3	12
2 agents nettoyage	6	3	3	12

NOTA:

Le PAC2 n'a pas de responsable de composante, en dehors du spécialiste en gouvernance locale. Tout le personnel actuel relève de la coordination, du fiduciaire, du suivi évaluation ou de la logistique, c'est ce qui explique le maintien de la plupart jusqu'au 31 mars 2014.

Les postes techniques sont surtout occupés par des consultants, dont certains qui sont des éléments clé pour l'exécution des activités seront maintenus jusqu'en décembre 2013, la réalisation finale par les communes devant se faire jusqu'à cette date.

Annexe 9: Grille d'évaluation du système de gestion financière et fiduciaire

		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent			
B. Risque de Contrôle			
	Objet	Note	Problèmes / Commentaires /Recommandations
	Personnel		
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La structure est adéquate: Le Service Administratif et Financier du PAC2 (IRDAR-RCI) est composé d'un RAF qui supervise aussi d'autres projets, d'un Comptable basé à Niamey et d'un Comptable Régional basé à Maradi. Le PAC2, financé également par la Banque Mondiale a également un Contrôleur Interne Principal et un Contrôleur Interne Régional basé à Maradi, un Responsable Passation des Marchés National basé à Niamey
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	L'organigramme est indiqué dans le manuel des procédures et les Termes de Référence (Fiches de Postes) sont également disponibles pour chaque agent
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le personnel de gestion financière a les compétences nécessaires et les effectifs sont suffisants. Cependant, en raison des activités importantes à réaliser entre mai et juillet, il a été recommandé de recruter un consultant en passation des marchés supplémentaire, qui sera basé à Maradi
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel des procédures contient des dispositions adéquates
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Le système interne d'évaluation existe
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Oui, Contrat d'une année renouvelable
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Oui, le personnel a suivi des ateliers de formation du FIDA incluant ces questions
	Budget		
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Budget préparé dans les délais
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Oui
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les	F	Bonne adéquation des coûts

	PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur		
	3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait		
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Bonne ponctualité: fonds Banque Mondiale et FEM décaissés à près de 100%. Ceux du FIDA prévus à 100% à la clôture
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Bonne ponctualité pour l'année 2012
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Oui
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'opérations	F	Contrôle interne: Principe de double signature sur les comptes
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Idem: contrôle interne effectif: double signature
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Oui, bonne adéquation
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées	F	Oui, très bonne adéquation
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations)	F	Oui, bonne adéquation
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Oui, bonne préparation des DRF en temps et en qualité
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement	F	Faite par le Ministère des Finances
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Pas d'anciens cas. Les DRF portent sur pratiquement toutes les dépenses du mois précédent
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements	F	Bonne régularité
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire	F	Taux d'exécution du PTBA 2012 : 81%, satisfaisant Taux d'exécution du PTBA 2013 de 29% au 31 mars. Ce taux est satisfaisant et le plan de décaissement indique un taux prévisionnel de près de 95% au 31 juillet prochain.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes	F	Le recouvrement de l'avance au CS devrait démarre en août 2013, après les paiements importants à faire pour les micros projets
	4. Contrôles Internes		
a.	Séparation des tâches – les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les	F	La séparation des tâches et responsabilités est effective dans le processus de traitement des opérations financières avec ségrégation entre les fonctions d'approbation, enregistrement et détention

	unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation pour l'exécution d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement d'une transaction (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction		
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Les fonctions d'engagement de la dépense, réception des biens et services enregistrement comptable et liquidation de la dépense sont effectuées par différents agents
c.	Respect du manuel financier	F	Oui
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le manuel des procédures s'applique à tous les financements
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Adéquat
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	93. Bonne efficacité
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Existence des supports suivants : Bon de livraison, PV de réception, déclaration de conformité pour les passations de marchés délivrée par le Ministère des Finances
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Fait
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Caisse limitée à un plafond et dépenses caisse limitées à 500 000 F au niveau national et 200 000 F au niveau régional. La dépense caisse ne peut excéder 50 000 F
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Oui
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Oui
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Oui, mais à améliorer pour les services techniques de l'Etat qui sont partenaires à l'exécution
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Oui
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux	F	Oui

	actifs immobilisés et aux inventaires		
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les perdiems versés au personnel)	F	Oui, les véhicules sont marqués et les inventaires des biens de l'UNC et des URC sont faits. Les carnets de bord sont globalement bien maintenus et les autorisations de voyage sont bien établies. Des mesures sont prises pour une analyse régulière de la consommation de carburant par véhicule, en plus des procédures de justification
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Oui
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) perdiems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Oui
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / relevé de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Oui
s.	Dispositions avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les journaux comptables)	F	Oui
t.	Existence d'une unité de support IT en place	N/A	Il existe un Administrateur réseau qui organise les sauvegardes. De plus, des sauvegardes sont faites par quinzaine faites par l'équipe du SAF sur des supports conçus tels que les disques et clés USB
	5. Procédures comptables		
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'engagement
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement les rapports	F	Bonne utilisation du système comptable en partie double, ainsi que du logiciel. Les rapports sont régulièrement produits par le logiciel.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	La tenue des registres et des chronos est bien faite. Le classement des pièces est adéquat, aussi bien au niveau régional qu'au niveau national
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Fait
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des	F	Ces dispositions sont dans le manuel des procédures.

	documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes		
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Bonne ponctualité
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	Adéquation moyenne: Taux de mobilisation contrepartie: 41% Taux de contribution des bénéficiaires: 61%
	6. Rapports financier et suivi		
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Les rapports financiers sont exhaustifs, précis et ponctuels
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Idem ci-dessus: rapports produits par le logiciel
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Idem ci-dessus: rapports produits par le logiciel
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Toutes les recommandations du précédent aide-mémoire ont été suivies
	7. Audit interne		
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	Il n'existe pas de service d'audit interne au sein du projet. Mais, au sein du Ministère de l'Agriculture, il existe une inspection générale qui est chargée d'effectuer au moins une mission par structure et rendre compte aux autorités
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	N/A	
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	N/A	
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	N/A	
	8. Audit externe		
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Le mandat et la portée sont adéquats: conformité avec les directives du FIDA (ANO du FIDA sur les TDR)
b.	Respect des termes de référence	F	Pour le rapport sur l'audit des comptes 2011: oui Audit des comptes 2012: en cours
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Très bonne ponctualité
d.	Qualité de l'audit	F	Pour le rapport sur l'audit des comptes 2011: oui
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Recommandations mises en œuvre

		Evaluation du risque E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Mesure d'atténuation proposée
C. Risque inhérent			
D. Risques de Contrôle			
	1. Organisation et personnel	F	Le SAF dispose d'un personnel suffisant et disposant de bonnes compétences en comptabilité et en gestion. Cependant, en raison des activités importantes à réaliser entre mai et juillet, il a été recommandé de recruter un consultant en passation des marchés supplémentaire, qui sera basé à Maradi.
	2. Budget	F	Le taux d'exécution du PTBA de 2012 est satisfaisant: 81%. Pour 2013, l'exécution est à ce jour de 29%, et le plan de décaissement indique un taux prévisionnel de près de 95% au 31 juillet prochain
	3. Flux de fonds et modalités de décaissement	F	Adéquats.
	4. Contrôles internes	F	Adéquats
	5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	Adéquats
	6. Rapports et suivi	F	Adéquats
	7. Audit interne	F	Pas de cellule d'audit interne, mais l'Inspection générale du Ministère de l'Agriculture peut assurer cette fonction
	8. Audit externe	F	Le rapport sur l'audit des comptes 2011 a été classé VERT Audit des comptes 2012: en cours
	Risque fiduciaire global du projet	F	Faible
	Commentaires:		La gestion financière du PAC2 est très satisfaisante.

Annexe 10: Vérification des ECD – PAC2

N° et date de la DRF	Description	Montant en CFA	Pièces justificatives	Numéro et date du chèque	Commentaires
Catégorie 2					
DRF NO.	Construction d'un bloc de trois classes à Bassaraoua/Commune Rurale de Djirataoua	28 793 960	Fiche de contrôle de la liasse constituée par les pièces suivantes: Validation de la CNC , Lettre de demande de virement CRC à la CNC/lettre demande de virement commune à la CRC, Engagement écrit sur l'utilisation des fonds ,Engagement écrit contribution Bénéficiaire, copie insertion Dao au journal, facture Publication DAO, fiche d'analyse environnementale et sociale, arrêté création comité d'attribution des marchés, PV de dépouillement, PV d'analyse et d'attribution des offres, Notification d'adjudication, notification de non adjudication, contrat et TDRs, Micro projet, convention de cofinancement, copie des offres, copie PV CDAP	Virement en date de 18/01/2013	<i>Toutes pièces jointes Manque seulement la copie de l'ordre de virement à Maradi: Copie classée à la CNC. Nécessité d'informer rapidement la CRC des ordres de virement effectués (mesure convenue avec le comptable CNC pour application à partir mai 2013)</i>
DRF NO.	Transformation d'une case de santé en CSI de type I à Toubounda/commune rurale de Attantané	32 583 562	Fiche de contrôle de la liasse: idem ci-dessus	Virement en date du 09/01/2013	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF NO.	Fonçage d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à Totsa/commune rurale d'Issawane	18 579 400	Fiche de contrôle de la liasse	OV en date du 21/12/2012	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF NO. 30	Réalisation mini Adduction d'eau potable à Bakatsomouba/Guidan Sori	47 667 045	Fiche de contrôle de la liasse	Virement en date du 19/11/2012	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF NO. 30	Construction d'un bloc de trois classes équipées et latrines en matériaux définitifs à Tajjiyouka/Guidan sori	28 368 418	Fiche de contrôle de la liasse	Virement en date du 21/10/2012	<i>Toutes pièces jointes</i>

DRF NO. 30	Construction d'un bloc de trois classes à Wagona/commune Rurale de Guidan sori	28 441 480	Fiche de contrôle de la liasse communiqué DAO	Virement en date du 22/10/2012	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF NO. 30	Construction d'un bloc de trois classes Au CEG de Safo	24 953 128	Fiche de contrôle	Virement en date du 22/10/2012	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF NO.33	Construction siège Mairie de Gadabédji	42 277 369	Fiche de contrôle	OV du 20/02/2013	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF NO. 32	Construction d'un bloc de trois classes à Matseri/commune urbaine de Djirataoua	30 269 214	Fiche de contrôle	OV du 18/01/2013	<i>Toutes pièces jointes</i>

Catégorie 1					
DRF NO. 31	Salaire ADLS mois de Décembre 2012	677 956	Copie ordre de virement, Etat émargé		OV du 22/12/2012 <i>Copie bulletin paie non joint: cf. dossier paie</i>
DRF NO. 31	Formation membres COGES /AGR/Département de Mayahi	5 800 000	Copie chèque, TDRs, Rapport financier, reçu de reversement reliquat, Dives états de paiement, factures certifiées		Chq n° 1897929 du 03/01/2013 <i>Cf. docs techniques pour rapport de mission (avec Suivi Evaluation)</i>
DRF NO. 30	Voyage d'échange inter-commune/promotion bonne gouvernance	2 776 860	Copie chèque, TDRs, Rapport financier, Rapport technique, Etats émargés, ordres de mission divers reçus	Chq n° 1897787 du 04/10/2012	<i>Toutes pièces jointes (signatures validation finale interne du rapport financier à faire)</i>